

# JOURNAL OFFICIEL

## DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISSENT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

### ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies . . . . .	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif 50 fr.	30 fr.	
{ Pays à plein tarif 60 fr.	35 fr.	

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50  
                          Par porteur ou par la poste.  
                          Togo, France et Colonies : 1. fr. 75  
                          Etranger : Port en sus.

### ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

### ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne . . . . .	2 fr.
Minimum . . . . .	10 fr.
La page . . . . .	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum 10 fr.	

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1942

17 janvier	— Ordonnance portant création d'un comité d'organisation des assurances. (Arrêté de promulgation n° 300 Cab. du 24 mai 1943)	304
17 janvier	— Ordonnance instituant un groupement pour la réassurance des risques maritimes. (Arrêté de promulgation n° 300 Cab. du 24 mai 1943)	304
26 mars	— Décision fixant la composition et le fonctionnement de la commission prévue par l'ordonnance du 14 mars 1943 portant validation provisoire des règles générales appliquées postérieurement au 22 juin 1940.	306
28 mars	— Ordonnance créant un trésor local en A. O. F. (Arrêté de promulgation n° 300 Cab. du 24 mai 1943)	305
6 avril	— Ordonnance modifiant et complétant l'ordonnance du 20 février 1943 portant organisation et répartition des attributions civiles du Commandement en chef	306

#### ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

1942

30 décembre	— N° 4651 s. e. — Arrêté général prorogeant jusqu'au 1 <sup>er</sup> janvier 1944 des effets du décret du 9 février 1942 concernant le terme de prorogation de jouissance des locaux d'habitation	306
-------------	---	-----

1943

16 avril	— N° 1504 F. — Arrêté général rapportant l'arrêté n° 832 F. du 26 février 1943 fixant la situation des fonctionnaires coloniaux se trouvant en Afrique du Nord	308
30 avril	— N° 1625 P. — Arrêté général fixant la situation du personnel civil mobilisé	308

30 avril	— N° 1648 F. — Arrêté général concernant l'émission d'un emprunt « pour la France »	308
3 mai	— N° 1676 T. P. — Arrêté général portant participation de la direction des transports militaires au conseil des transports de l'A. O. F. et au comité consultatif des transports	309
3 mai	— N° 1680 s. e. — Arrêté général portant règlement modifiant l'article 2 de la loi du 14 mars 1942 sur le régime des prix	309
3 mai	— N° 1681 s. e. — Arrêté général portant modification du décret du 8 mai 1938 réglementant les loyers des locaux d'habitation en A. O. F. et au Togo	307
3 mai	— N° 1682 s. e. — Arrêté général créant un comité de direction des instituts de recherches	309
12 mai	— N° 1824 s. e. c./5 — Arrêté général modifiant l'arrêté n° 630 s. e. c./5 du 16 février 1943 appliquant à certains tabacs d'importation les opérations de péréquation	310
12 mai	— N° 1826 F. — Arrêté général portant application de l'ordonnance du 5 mars 1943 sur les pouvoirs de l'autorité administrative dans la conduite de la guerre économique.	311

#### ACTES DU POUVOIR LOCAL

1943

14 avril	— N° 233 C. P. S. — Arrêté fixant les prix limites maxima des produits du cru destinés à la consommation locale à pratiquer dans la commune-mixte de Lomé et les différents cercles du territoire	313
16 avril	— N° 234 C. P. S. — Arrêté fixant les prix de vente de certains articles d'importation	315
21 avril	— N° 244 C. P. S. — Arrêté fixant les prix de vente de certains articles d'importation	315
21 avril	— N° 245 C. P. S. — Arrêté fixant les prix maxima du chocolat et du cacao sucré	316

23 avril	— No 249 C. P. S. — Arrêté modifiant l'arrêté no 244 C. P. S. du 21 avril 1943 fixant les prix de vente de certains articles d'importation	316
4 mai	— No 269 C. P. S. — Arrêté fixant les prix de vente de certains articles d'importation	317
15 mai	— No 289 D. — Arrêté réglementant le versement et l'incorporation dans les écritures du trésor du produit des amendes et confiscations en matière de douane	320
16 mai	— No 290 A. E. — Arrêté soumettant à nouveau la vente du vin ordinaire aux mesures de rationnement	320
19 mai	— No 294 A. E. — Arrêté approuvant et rendant exécutoires les budgets 1943 des sociétés indigènes de prévoyance d'Anécho, Atakpamé, Klouto, Sokodé, Lama-Kara et Mango	321
25 mai	— No 304 A. E. — Arrêté modifiant l'arrêté no 239 A. E. du 17 avril 1943 fixant les points de stockage à l'intérieur pour les produits de la campagne 1942-1943.	321
25 mai	— No 305 D. — Arrêté abrogeant l'arrêté no 519 du 14 décembre 1940 et créant un secteur auxiliaire des douanes à Dapango	321
26 mai	— No 308 A. P. A. — Arrêté portant autorisation d'ouverture d'un dépôt administratif d'hydrocarbure à Lomé	321
Personnel		322
Divers		323

## PARTIE NON OFFICIELLE

### Avis et communications

Avis de concours (commis d'administration)	325
Domaines	325
Nécrologie	326
Avis de Perte	326

## PARTIE OFFICIELLE

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

#### Promulgations

No 300 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

24 mai 1943. — Sont promulguées dans le territoire du Togo :

1<sup>o</sup> — l'ordonnance du 17 janvier 1943 portant création d'un comité d'organisation des assurances ;

2<sup>o</sup> — l'ordonnance du 17 janvier 1943 instituant un groupement pour la réassurance des risques maritimes ;

3<sup>o</sup> — l'ordonnance du 28 mars 1943 créant un trésor local en A. O. F.

#### Comité d'organisation des assurances

ORDONNANCE du 17 janvier 1943.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, HAUT-COMMISSAIRE DE FRANCE  
RÉSIDENT EN AFRIQUE FRANÇAISE,

#### ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé dans les territoires relevant du haut-commissaire un comité d'organisation des assurances chargé, sous l'autorité du secrétaire aux finances du Haut-Commissariat :

1<sup>o</sup> — d'effectuer le recensement des entreprises d'assurances, de réassurances et de capitalisation ;

2<sup>o</sup> — de fixer les règles s'imposant aux entreprises en ce qui concerne les conditions générales de leur activité, le souci de la qualité de leurs services, l'emploi du personnel, la régularisation de la concurrence ;

3<sup>o</sup> — de déterminer les conditions générales des contrats d'assurances et d'arrêter une tarification des différents risques à assurer ;

4<sup>o</sup> — de prendre ou de provoquer les mesures susceptibles d'assurer un meilleur fonctionnement de l'activité des entreprises, dans l'intérêt commun du public et des organismes d'assurances.

ART. 2. — Le comité d'organisation est composé d'un président, d'un vice-président, d'un secrétaire général et de membres choisis parmi les membres des comités consultatifs des assurances existant dans les territoires relevant de l'autorité du haut-commissaire.

Le président, le vice-président et le secrétaire général, ainsi que les membres, sont désignés par le secrétaire aux finances.

ART. 3. — En cas d'infraction aux règlements édictés en exécution de l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus, le comité d'organisation propose au secrétaire aux finances des sanctions. Celles-ci comportent une amende au profit du trésor de l'Afrique française à l'encontre d'une entreprise ou d'une personne pouvant aller jusqu'à 100.000 francs.

ART. 4. — A compter de la publication de la présente ordonnance, les syndicats, associations, groupements et organismes quelconques dans les territoires relevant de l'autorité du haut-commissaire se proposant un rôle de représentation, de défense ou, d'une manière générale, d'action dans la branche d'activité considérée, sont placés sous le contrôle du comité qui peut exiger de chacun d'eux la production de pièces et documents quelconques, se faire représenter aux réunions des comités ou conseils et subordonner à son approbation préalable l'exécution des décisions prises.

ART. 5. — En vue de couvrir les dépenses administratives du comité, les entreprises verseront des cotisations proportionnelles au montant des primes encaissées par elles au cours du dernier exercice connu.

Le taux de ces cotisations est fixé annuellement par le secrétaire aux finances du Haut-Commissariat, de façon à couvrir les dépenses prévues au budget dudit comité.

ART. 6. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Alger, le 17 janvier 1943.

H. GIRAUD.

#### Réassurance des risques maritimes

ORDONNANCE du 17 janvier 1943.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, HAUT-COMMISSAIRE DE FRANCE  
RÉSIDENT EN AFRIQUE FRANÇAISE,

#### ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Il est constitué entre les organismes d'assurance ou de réassurance opérant dans les territoires relevant de l'autorité du haut-commissaire, nonobstant toutes clauses contraires de leurs

statuts, un groupement ayant pour objet la réassurance des risques maritimes ordinaires, corps et facultés, des risques maritimes de guerre, corps et facultés et des risques de transports terrestres et aériens, garantis par les entreprises d'assurances opérant dans les territoires relevant de l'autorité du Haut-Commissariat.

Ces entreprises se réassurent obligatoirement au groupement pour les risques maritimes, corps et facultés, les risques de guerre, corps et facultés et facultativement pour les risques maritimes ordinaires, facultés, ainsi que pour les risques de transports terrestres et aériens.

ART. 2. — Le groupement est doté de la personnalité civile et administré par un conseil d'administration dont les membres sont désignés par le règlement intérieur.

Le règlement intérieur détermine les modalités d'organisation, de fonctionnement, de dissolution du groupement, ainsi que les rapports entre le groupement d'une part et les organismes adhérents et les entreprises réassurées, d'autre part. Il est soumis à l'homologation du secrétaire aux finances du Haut-Commissariat en Afrique française.

ART. 3. — Les entreprises d'assurances cèdent au groupement la totalité des risques souscrits par elles, en excédent de leur plein de conservation.

ART. 4. — Les risques réassurés sont répartis entre le groupement et le Haut-Commissariat en Afrique française. Cette répartition sera établie par convention signée par le secrétaire aux finances et le président du groupement.

La répartition des primes s'établira au prorata des valeurs assurées par le groupement et le Haut-Commissariat.

Les frais de premier établissement, les dépenses de fonctionnement et le montant des sinistres correspondant aux primes reçues sont supportés respectivement par le groupement et le Haut-Commissariat pour l'Afrique française, dans les mêmes proportions.

Les dépenses de fonctionnement comprennent les frais généraux proprement dits, les frais de vérification des risques et des sinistres, les commissions de réassurance.

Le montant des sinistres comprend les frais judiciaires et les frais d'expertise versés à des tiers pour le règlement des sinistres.

Les recours encaissés et les sauvetages effectués s'ajoutent aux primes versées par les sociétés réassurées.

ART. 5. — Le groupement est tenu d'effectuer dans les vingt premiers jours de chaque trimestre, le versement des sommes revenant au trésor de l'Afrique française.

ART. 6. — Le Haut-Commissariat pour l'Afrique française verse au groupement le montant de la part lui incombant dans les frais de premier établissement, les dépenses de fonctionnement et dans les sinistres ou avances sur indemnités de sinistres dont le règlement aura été arrêté.

ART. 7. — Il est ouvert dans les écritures du trésor de l'Afrique française un compte spécial intitulé : « Réassurances des risques maritimes ».

Sont portés en recette à ce compte : le montant net des primes de réassurance, le produit des sauvetages et toutes autres recettes diverses ou accidentelles.

Sont portées en dépenses à ce compte : les indemnités versées pour sinistres, les participations aux

frais de premier établissement et aux dépenses de fonctionnement, ainsi que toutes autres dépenses diverses ou accidentelles.

ART. 8. — Le groupement est soumis au contrôle du secrétaire aux finances auprès du Haut-Commissariat en Afrique française, qui désigne un commissaire du Gouvernement. Celui-ci peut assister à toutes les réunions du conseil d'administration du groupement.

En cas d'absence du commissaire du Gouvernement, ses fonctions seront remplies par un fonctionnaire désigné par le secrétaire aux finances auprès du Haut-Commissariat en Afrique française. Celui-ci fixera les indemnités respectivement allouées au commissaire du Gouvernement, au fonctionnaire chargé du contrôle du groupement et toutes autres indemnités utiles qui seront portées aux frais généraux.

ART. 9. — Une ordonnance pourra à toute époque prononcer la clôture des opérations du groupement et déterminer les conditions de liquidation des opérations en cours.

ART. 10. — Nonobstant toutes dispositions législatives ou toutes conventions contraires, les sinistres survenus antérieurement à la publication de la présente ordonnance et pour le règlement desquels une autorisation du réassureur était nécessaire, seront réglés sur autorisation du secrétaire aux finances, après avis du conseil d'administration du groupement.

Le groupement pourra consentir aux entreprises d'assurances débitrices, les avances nécessaires pour le règlement de ces sinistres. Ces avances seront prises en charge, pour leur totalité, par le Haut-Commissariat en Afrique française et porteront intérêt à 3,50%.

ART. 11. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Alger, le 17 janvier 1943.

H. GIRAUD.

*Trésor local de l'A. O. F.*

ORDONNANCE du 28 mars 1943.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMANDANT EN CHEF FRANÇAIS, CIVIL ET MILITAIRE,

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1943, un trésor de l'Afrique occidentale française qui prendra en charge les fonds, quels qu'ils soient, appartenant au Gouvernement général, aux colonies ou territoires, communes, établissements publics, offices et autres organismes administratifs ou d'intérêt public, relevant de l'autorité du gouverneur général de l'Afrique occidentale française.

Le trésor de l'Afrique occidentale française recevra les recettes et paiera les dépenses de ces divers organismes, offices, établissements ou collectivités sur l'ordre des ordonnateurs des budgets intéressés et dans les conditions fixées par le décret du 30 décembre 1912 relatif au régime financier des colonies ou par les règlements particuliers applicables dans chaque cas.

Le trésor de l'Afrique française effectuera sans frais, pour le compte du trésor de l'A. O. F., tous les transferts hors du territoire de l'A. O. F. et du Togo.

ART. 2. — Le service du trésor de l'Afrique occidentale française est assuré par le trésorier général de l'Afrique occidentale française et par les trésoreries des colonies ou territoires relevant de l'autorité du gouverneur général de l'Afrique occidentale française, dans les mêmes conditions que le service du trésor public et suivant les dispositions des règlements qui organisent ce dernier en A. O. F.

Les comptes de trésorerie et les comptes hors budget sont ouverts dans les écritures du trésor de l'A. O. F. par arrêté du gouverneur général.

ART. 3. — Les fonds libres du trésor local de l'A. O. F. seront versés en compte courant au trésor de l'Afrique française. Ce compte courant portera intérêt au débit comme au crédit au taux de un pour cent.

Les fonds libres non immédiatement utilisables pourront être placés en bons du trésor et bénéficier ainsi du taux d'intérêt de ces derniers.

ART. 4. — Le gouverneur général de l'A. O. F. fixera par un arrêté les détails d'exécution de la présente ordonnance.

ART. 5. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi.

Alger, le 28 mars 1943.

H. GIRAUD.

#### Validation des actes postérieurs au 22 Juin 1940

DECISION du 26 mars 1943.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMANDANT EN CHEF FRANÇAIS, CIVIL ET MILITAIRE,

Vu l'ordonnance du 14 mars 1943 portant validation des règles générales appliquées postérieurement au 22 juin 1940 en son article 2 : « Une commission, nommée par le commandant en chef et placée dans sa dépendance directe, examinera s'il y a lieu de maintenir les actes provisoirement validés en vigueur le 22 juin 1940 et qui n'ont jamais cessé d'être légitimes » ;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — La commission prévue par l'article 2 de l'ordonnance susvisée du 14 mars 1943 est composée de neuf membres :

Le conseiller d'Etat, président du comité consultatif de Législation du Commandement en chef, président.

Huit membres désignés par le commandant en chef et représentant les territoires placés sous son autorité.

ART 2. — La commission ne pourra délibérer valablement que si, sont présents, le président et au moins quatre membres de la commission.

En cas de partage des voix, la voix du président est prépondérante.

ART 3. — La commission peut convoquer toute personne qu'elle juge utile d'entendre du fait de sa compétence.

ART. 4. — Le secrétariat général de la commission est assuré par un haut fonctionnaire qui participe aux séances avec voix consultative.

Alger, le 26 mars 1943.

H. GIRAUD.

#### Organisation administrative

ORDONNANCE du 6 avril 1943.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMANDANT EN CHEF FRANÇAIS CIVIL ET MILITAIRE,

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — L'ordonnance du 20 février 1943, portant organisation et répartition des attributions civiles du Commandement en chef français, civil e militaire, est modifiée comme suit :

« Art. 1<sup>er</sup>. —

Supprimer : « d'un délégué général aux affaires interalliées ».

Après : des secrétaires aux relations extérieures aux finances, à l'intérieur, à la production, à la distribution et au commerce, à l'information.

Ajouter : « aux communications ».

Art. 3. — Au paragraphe : secrétariat à la production, à la distribution et au commerce :

1<sup>re</sup> phrase : supprimer « ainsi que les transports et grands travaux ».

Dernière ligne : supprimer « postes, télégraphes e téléphones ».

Entre les paragraphes : secrétariat à l'information et sous-secrétariat au commerce extérieur.

Intercaler : « secrétariat aux communications, transports terrestres et maritimes, postes, télégraphes e téléphones, grands travaux ».

Art. 4. — Supprimé.

ART. 2. — Toutes dispositions contraires sont abrogées.

ART. 3. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi.

Alger, le 6 avril 1943.

H. GIRAUD.

#### ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

##### Loyers

ARRETE N° 4651 S. E. du 30 décembre 1942.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,  
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 25 juin 1940, créant un Haut-Commissariat de l'Afrique française ;

Vu l'ordonnance n° 35, du 6 décembre 1942, de l'amiral de la flotte, haut-commissaire en Afrique française ;

Vu le décret du 8 mai 1938, réglementant les loyers d'habitation en Afrique, modifié ou complété par les décrets des 3 octobre 1940, 23 juin 1941, 30 décembre 1941 et 9 février 1942 ;

Vu le décret du 13 mai 1942, rendant applicables au Togo les dispositions du décret du 8 mai 1938, telles qu'elles ont été modifiées ou complétées par les décrets des 3 octobre 1940, 23 juin 1941, 30 décembre 1941 et 9 février 1942 ;

La commission permanente du conseil de Gouvernement entendue ;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — En Afrique occidentale française et au Togo le terme de la prorogation de jouissance prévue aux articles 10 et suivants du décret du 8 mai 1938, prorogé jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1943 par l'article 13 du décret du 9 février 1942, est reporté

au 1<sup>er</sup> janvier 1944. Le bénéfice de cette prorogation est également acquis dans les mêmes conditions à tous locataires ou sous-locataires, cessionnaires de baux et tous occupants de bonne foi, même en vertu d'un délai de grâce fut-il expiré, en possession des locaux à la date de publication du présent arrêté.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué partout où besoin sera et publié aux *Journaux* de l'Afrique occidentale française et du Togo.

Dakar, le 30 décembre 1942.

*Pour le gouverneur général absent,*

*Le gouverneur des colonies*

*secrétaire général p. i. du Gouvernement général  
chargé de l'expédition des affaires courantes  
et urgentes.*

CHAPOULIE.

ARRETE N° 1681 du 3 mai 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,  
HAUT-COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,  
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le Gouvernement général de l'Afrique occidentale française et les actes subséquents qui l'ont modifié;

Vu le décret du 25 juin 1940, créant un Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret du 8 mai 1938, portant réglementation des loyers des locaux d'habitation en Afrique occidentale française, modifié ou complété par les décrets des 3 octobre 1940, 23 juin 1941, 30 décembre 1941 et 9 février 1942 et l'arrêté général du 30 décembre 1942;

Vu le décret du 13 mai 1942, rendant applicable au Togo les dispositions du décret du 8 mai 1938 telles qu'elles ont été modifiées ou complétées par les décrets des 3 octobre 1940, 23 juin 1941, 30 décembre 1941 et 9 février 1942 et l'arrêté général du 30 décembre 1942;

Vu l'ordonnance n° 35 du 6 décembre 1942 de l'amiral de la flotte, haut-commissaire en Afrique française;

La commission permanente du conseil de Gouvernement entendue;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 14, 15 et 16 du décret du 8 mai 1938 sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 14. — Le droit à la prorogation prévu ci-dessus ne peut être opposé au propriétaire qui veut reprendre l'immeuble pour le reconstruire, le surélever ou lui apporter une transformation importante exigeant l'évacuation.

« L'exercice du droit de reprise est subordonné aux conditions suivantes :

« 1<sup>o</sup> — Qu'un préavis de six mois soit donné au locataire;

« 2<sup>o</sup> — Que le propriétaire établisse l'urgence, la nécessité et l'importance des travaux et que ceux-ci soient commencés dans les trois mois qui suivent l'évacuation des lieux par le locataire.

« Faute de satisfaire à cette dernière obligation, le propriétaire sera tenu, envers le locataire évincé, au paiement pour privation injustifiée de jouissance d'une indemnité qui ne pourra être inférieure au montant du loyer annuel ».

« Art. 15. — Le droit de reprise appartient également sous la condition d'un préavis de six mois au propriétaire qui veut reprendre l'immeuble pour l'occuper lui-même ou le faire occuper par son conjoint

ou par ses ascendants ou descendants directs. Le propriétaire devra cependant justifier de la nécessité de reprendre l'immeuble et établir, le cas échéant, ses liens de parenté avec le ou les bénéficiaires.

« Le propriétaire qui fera occuper l'immeuble par d'autres personnes que par les bénéficiaires désignés ci-dessus ou qui n'occupera pas lui-même ou ne fera pas occuper l'immeuble par les dits bénéficiaires pendant une durée de deux ans au moins à partir de la date d'évacuation des lieux par le locataire, sera tenu, envers ce dernier, au paiement, pour privation injustifiée de jouissance, d'une indemnité qui ne pourra pas être inférieure au montant du loyer annuel.

« Cependant, si le locataire appartient à l'une des catégories suivantes :

« Mutilés, réformés de guerre ou accidentés du travail ayant au moins, les uns et les autres, 25% d'invalidité;

« Veuves de guerre non remariées;

« Ascendants dont tous les enfants sont morts pour la France, ou personnes ayant recueilli la veuve ou les enfants de militaires ou marins morts pour la France;

« Chefs de famille ayant au moins trois enfants habitant avec eux ou à leur charge;

« Ou, si le locataire est âgé de 70 ans au moins ou atteint d'une invalidité ou infirmité grave et dûment constatée;

« Le droit de reprise ne lui sera pas opposable, sauf si le propriétaire, son conjoint ou ses ascendants ou descendants appartiennent eux-mêmes à l'une de ces catégories.

« Le droit de reprise ne sera pas non plus opposable aux titulaires de la carte du combattant, sauf si le propriétaire, son conjoint, ses ascendants ou descendants sont eux-mêmes titulaires de cette carte.

« Enfin le droit de reprise ne sera jamais opposable au locataire mobilisé qui a laissé ou doit laisser en Afrique occidentale française ou au Togo sa femme avec un enfant ou plus ».

« Art. 16. — Dans tous les cas visés aux deux articles précédents, les juges doivent examiner les justifications produites, apprécier la légitimité des motifs invoqués. Ils pourront prescrire ou ordonner toutes mesures susceptibles de les éclairer.

« Les préavis visés aux articles précédents devront être faits par acte extra-judiciaire et indiquer avec précision et à peine de nullité, le ou les motifs légitimes qui justifient l'exercice du droit de reprise ».

ART. 2. — Tout occupant de bonne foi, de droit ou de fait, s'il remplit les conditions prévues à l'article 15, pourra nonobstant toutes décisions judiciaires, même définitives, obtenir du juge des référés de délais de grâce, en justifiant de circonstances exceptionnelles.

ART. 3. — Vu l'urgence, le présent arrêté est déclaré exécutoire en l'état.

ART. 4. — Les gouverneurs des colonies du groupe de l'Afrique occidentale française, l'administrateur de la circonscription de Dakar et dépendances, le commissaire de France au Togo sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué partout où besoin sera et sera publié aux *Journaux officiels* de l'Afrique occidentale française et du Togo.

Dakar, le 3 mai 1943.

P. BOISSON.

**Personnel**

N° 1504 F. — Par arrêté du gouverneur général de l'A. O. F. en date du :

16 avril 1943. — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 832 F. du 26 février 1943 réglant la situation en Afrique du nord des fonctionnaires des colonies autres que l'Afrique occidentale française.

**Personnel civil mobilisé**

ARRETE N° 1625<sup>e</sup> P. du 30 avril 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,  
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le Gouvernement général de l'Afrique occidentale française, et les actes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté n° 982/F. du 6 mars 1943, modifiant le régime de la solde et des indemnités du personnel servant en Afrique occidentale française;

Vu l'ordonnance du 5 février 1943 du général commandant en chef français, civil et militaire;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Les fonctionnaires et les contractuels auxiliaires ou salariés employés par l'administration qui, ayant déjà satisfait aux obligations militaires légales, serviront sous les drapeaux pendant la durée des hostilités, recevront une indemnité différentielle lorsque leur solde militaire augmentée de ses accessoires sera inférieure au traitement ou au salaire dont ils bénéficiaient dans l'administration au moment de leur rappel sous les drapeaux ou de leur engagement.

Seront considérés comme ayant satisfait aux obligations militaires les personnes évadées et les jeunes gens qui auront servi dans les chantiers de jeunesse.

Bénéficieront également de l'indemnité différentielle, les mobilisés ou engagés qui n'auront pu accomplir leur service militaire, du fait de force majeure, d'exemption ou de réforme lorsque la classe à laquelle ils appartiennent aura accompli le temps de service actif. Dans le cas contraire, ils bénéficieront de l'indemnité à la même date que les fonctionnaires de la même classe.

ART. 2. — L'indemnité différentielle est égale à la différence entre la solde effective dont le fonctionnaire ou l'agent bénéficiait dans son emploi au moment où il a été mobilisé et le montant de la solde militaire mensuelle nette augmentée du supplément provisoire de traitement qu'il reçoit dans son corps ou service militaire.

Elle est majorée, dans les mêmes conditions que la solde effective, soit du supplément colonial ou de l'indemnité de dépaysement suivant le cas, lorsque le fonctionnaire ou l'agent mobilisé servira en Afrique occidentale française, soit du supplément dont bénéficieront les fonctionnaires dans le territoire où servira l'intéressé.

Dans le cas d'opérations hors du territoire de l'Afrique française, l'indemnité différentielle sera majorée du supplément de 33% en vigueur en Algérie.

Les fonctionnaires ou agents mobilisés pourront en outre percevoir éventuellement :

1° — Les majorations de traitement et allocations attribuées pour tenir compte des charges d'entretien d'une famille ;

2° — L'indemnité de séparation majorée, s'il y a lieu, du complément familial ;

3° — Les allocations prévues pour tenir compte de la cherté de la vie, dans la mesure où ces allocations excèdent le montant de l'indemnité pour charges militaires.

ART. 3. — En dehors des délégations qu'ils peuvent consentir sur leur solde militaire conformément aux règlements en vigueur, les fonctionnaires ou agents qui perçoivent l'indemnité différentielle peuvent donner à quiconque délégation pour toucher tout ou partie de cette indemnité.

Les allocations à caractère familial, l'indemnité de séparation et la portion des allocations destinées à tenir compte de la cherté de vie dépassant le montant des charges militaires feront l'objet de délégations d'office lorsque le mobilisé sera séparé de sa famille.

ART. 4. — Lorsqu'un fonctionnaire ou employé de l'administration aura délégué une partie de ses émoluments en France et ne pourra par conséquent revenir sur cette délégation, l'indemnité différentielle sera cependant calculée, s'il le demande, sur la totalité de sa solde effective au cas où l'importance de la délégation serait telle que l'indemnité différentielle ne serait plus suffisante pour permettre à l'intéressé de subvenir à l'entretien de tout ou partie de sa famille en Afrique occidentale française ou en Afrique du nord.

Le fonctionnaire ou agent qui se trouvera dans ce cas devra justifier de l'importance de ces besoins et prendre l'engagement écrit de rembourser au budget intéressé, après la cessation des hostilités, le montant de la délégation lorsque celle-ci aura été régulièrement payée en France.

ART. 5. — En cas de décès, disparition ou captivité, les délégations continueront à être payées jusqu'au moment où les membres de la famille auront reçu en France, après leur retour dans la métropole, la pension ou les avances sur pension auxquelles ils auront droit ou jusqu'au moment où le chef de famille, après son retour, aura été démobilisé.

ART. 6. — Est abrogé l'arrêté n° 376 P. du 30 janvier 1943, fixant la situation du personnel civil mobilisé.

Dakar, le 30 avril 1943.

P. BOISSON.

**Emprunt africain « pour la France »**

ARRETE N° 1648/F. du 30 avril 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,  
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le Gouvernement général de l'A. O. F. et les textes qui l'ont modifié;

Vu l'ordonnance du 10 avril 1943 du général commandant en chef, autorisant l'émission d'un emprunt « pour la France »;

Vu l'ordonnance du 5 février 1943 du général commandant en chef;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Les titres de l'emprunt « pour la France » estampillés par le trésor de l'Afrique occidentale française pourront seuls être mis en vente sur le territoire de l'Afrique occidentale française et du Togo.

**ART. 2.** — Les titres de l'emprunt seront exempts de toutes taxes et de tous impôts et bénéficieront des privilèges attachés aux emprunts français de même nature. Ils seront remboursés à l'échéance avec la garantie du Gouvernement général de l'Afrique occidentale française.

**ART. 3.** — Les quittances, reçus ou décharges délivrés à l'occasion des opérations de l'emprunt et les placards affichés pour l'appel au public seront exempts de droits de timbre.

Dakar, le 30 avril 1943.

P. BOISSON.

**Conseil et comité consultatif des transports**

**ARRETE** N° 1676/T. P. du 3 mai 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,  
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le Gouvernement général de l'Afrique occidentale française et tous actes modificatifs ultérieurs;

Vu le décret du 25 juin 1940, créant un Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu l'arrêté n° 999/T. P. du 6 mars 1943, portant organisation et fonctionnement de la direction des transports, notamment les articles 6, 7 et 8;

Sur la proposition du directeur général des travaux publics de l'Afrique occidentale française et du Togo;

La commission permanente du conseil de Gouvernement entendue;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Le directeur des transports militaires fait partie :

1° — Du conseil des transports en période d'alerte, de mobilisation ou d'état de guerre;

2° — Du comité consultatif des transports.

**ART. 2.** — Le président du conseil des transports ou à défaut l'un des vice-présidents convoque obligatoirement le directeur des transports militaires lorsque, en dehors des périodes visées au paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article premier ci-dessus, des questions intéressant de façon directe ou indirecte les transports stratégiques sont examinées par le conseil des transports.

**ART. 3.** — Le directeur des transports de l'Afrique occidentale française correspond directement avec le directeur des transports militaires sous le couvert du général commandant supérieur ou du général commandant le théâtre d'opérations en Afrique occidentale française.

**ART. 4.** — Le présent arrêté sera enregistré, inséré aux *Journaux officiels* de l'Afrique occidentale française et du Togo et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 3 mai 1943.

P. BOISSON.

**Régime des prix**

**ARRETE** N° 1680/s. E. du 3 mai 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,  
HAUT-COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,  
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du Gouvernement général de l'Afrique occidentale française;

Vu le décret du 25 juin 1940, portant création du Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu la loi du 14 mars 1942, codifiant dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies : 1° la réglementation de l'importation, de l'exportation, de la circulation, de la détention, de l'utilisation, de la mise en vente de tous produits, matières, objets et denrées nécessaires aux besoins de ces territoires; 2° la réglementation des prix;

Vu l'arrêté n° 4710/s. E. du 31 décembre 1942, modifiant dans les territoires de l'Afrique occidentale française et du Togo les articles 1<sup>er</sup> et 2 de la loi du 14 mars 1942 précitée;

Vu l'ordonnance n° 35 du 6 décembre 1942 du haut-commissaire de France en Afrique française, ensemble l'ordonnance du 5 février 1943 du commandant en chef français, civil et militaire;

La commission permanente du conseil de Gouvernement entendue;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — L'article 2 de la loi n° 379 du 14 mars 1942, modifié par l'arrêté n° 4710/s. E. du 31 décembre 1942, est modifié comme suit :

« **Art. 2.** — Dans ces mêmes territoires les gouverneurs ou chefs de territoires fixent, par arrêtés, les prix de vente aux quatre stades de la production, de la vente en gros, de la vente en demi-gros et de la vente au détail, ainsi que le prix des services après avis d'une commission dite commission des prix.

« Toutefois, les prix des productions locales, objet d'exportation, seront fixés au stade de F.O.B. par arrêté du gouverneur général. Ces prix F.O.B. serviront également de base, déduction faite des droits et taxes à l'exportation, pour les transactions inter-coloniales ».

**ART. 2.** — Vu l'urgence, le présent arrêté est déclaré exécutoire en l'état.

**ART. 3.** — Les gouverneurs des colonies du groupe, le gouverneur, administrateur de la circonscription de Dakar et dépendances, et le commissaire de France au Togo sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué partout où besoin sera et publié aux *Journaux officiels* de l'Afrique occidentale française et du Togo.

Dakar, le 3 mai 1943.

P. BOISSON.

**Comité de direction des instituts de recherches**

**ARRETE** N° 1682/s. E. du 3 mai 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,  
HAUT-COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,  
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du Gouvernement général de l'Afrique occidentale française et tous actes ultérieurs, le modifiant;

Vu le décret du 25 juin 1940, portant création d'un Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu l'arrêté ministériel du 3 septembre 1942, donnant la personnalité civile aux organismes de recherches institués dans le cadre des groupements professionnels coloniaux;

Vu l'arrêté général n° 395/s. E. du 30 janvier 1943, créant un comité central des groupements professionnels coloniaux de l'Afrique occidentale française;

La commission permanente du conseil de Gouvernement entendue;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Au sein du comité central des groupements professionnels il est créé un « comité de direction » des instituts de recherches exerçant leur activité en Afrique occidentale française et au Togo.

ART. 2. — Le comité de direction des instituts de recherches est chargé d'assurer le fonctionnement régulier de ces organismes pour la partie de leur activité s'exerçant en Afrique occidentale française et au Togo.

ART. 3. — A cet effet, le comité de direction :

Prépare le programme annuel de travaux de chaque institut. Il le soumet à l'avis du comité central des groupements professionnels et à l'approbation du gouverneur général;

Suit l'exécution de ce programme et en rend compte, une fois par trimestre, au comité central des groupements professionnels et au gouverneur général;

Propose au gouverneur général, avis pris du comité central des groupements professionnels, toutes dispositions d'ordre général destinées à faciliter et à rendre plus efficace l'action des instituts;

Etablit un projet de budget groupant ses propres prévisions de dépenses et, sous forme de projets séparés, les prévisions de dépenses et de recettes de chacun des instituts. Ces projets de budget sont intégrés dans le budget unique des groupements professionnels dont ils constituent des annexes et dont ils suivent toutes les règles.

Dans les limites ainsi définies le comité de direction dispose des pouvoirs de gestion et de contrôle les plus étendus.

ART. 4. — Les instituts placés sous le contrôle du comité de direction sont, notamment, les suivants :

Institut de recherches sur le caoutchouc en Afrique (I. R. C. A.);

Institut de recherches pour les huiles de palme et les oléagineux (I. R. H. O.);

Institut des fruits et agrumes coloniaux (I. F. A. C.);

Union cotonnière de l'empire français (U. C. E. F.);

Le comité de direction contrôlera également tous instituts ou centres d'études nouveaux qui viendraient à être créés.

ART. 5. — Le comité de direction sera consulté sur l'opportunité de la création en Afrique occidentale française et au Togo d'instituts de recherches ou de centres d'études nouveaux.

ART. 6. — Le comité de direction est composé :

Du président du comité central des groupements professionnels, *président*;

Du président du groupement de la production agricole et forestière;

De trois autres membres nommés par arrêtés du gouverneur général et choisis au sein du comité central des groupements professionnels.

Le gouverneur général désigne parmi les membres le vice-président du comité de direction.

ART. 7. — Le commissaire du Gouvernement auprès du comité central exerce les mêmes fonctions auprès du comité de direction des instituts. Il peut se faire représenter aux séances par un commissaire adjoint qu'il délègue à cet effet.

ART. 8. — Le comité de direction est représenté dans tous les actes de la vie civile, et notamment pour toutes opérations financières et particulièrement bancaires, par son président, qui peut déléguer à tel mandataire de son choix, tout ou partie des pouvoirs qu'il détient à ce titre.

ART. 9. — Les conditions de fonctionnement du comité de direction feront l'objet d'un règlement intérieur soumis à l'avis du comité central des groupements professionnels et approuvé par le gouverneur général.

ART. 10. — Le président, le vice-président, les membres et tous les collaborateurs des services du comité de direction des instituts de recherches et des centres d'études pour l'Afrique occidentale française et le Togo, sont tenus au secret professionnel, sous les peines prévues à l'article 378 du code pénal.

ART. 11. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué partout où besoin sera et sera publié aux *Journaux officiels* de l'Afrique occidentale française et du Togo.

Dakar, le 3 mai 1943.

P. BOISSON.

#### Tabacs

ARRETE N° 1824 s. E. c./5 du 12 mai 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,  
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le Gouvernement général de l'Afrique occidentale française et les textes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 25 juin 1940, créant le Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret du 2 mai 1939, portant règlement d'administration publique pour l'application aux territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre;

Vu l'arrêté général n° 492 s. E. du 4 février 1942, instituant à Dakar et dans les chefs-lieux des colonies du groupe nommément désignés une caisse de péréquation et de compensation;

Vu l'arrêté 630 s. E. c./5 du 16 février 1943, appliquant à certains tabacs d'importation les opérations de péréquation, ensemble les arrêtés n°s 1032 et 1166 s. E. c./5 des 10 et 22 mars 1943;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 2 et 3 de l'arrêté 630 s. E. c./5 du 16 février 1943 susvisé sont abrogés et remplacés par les suivants :

« Art. 2. — Les détenteurs des dits stocks de tabacs d'importation verseront à la caisse locale de pé-  
« réquation :

« 1<sup>o</sup> — 20 francs par kilogramme net de tabacs en  
« feuilles ou en côtes :

« 2<sup>o</sup> — 120 francs par kilogramme net de cigares :

« 3<sup>o</sup> — 100 francs par kilogramme net de cigarettes

« (soit 2 frs. par paquet de cigarettes de 20 gram-  
« mes) ;

« 4<sup>o</sup> — 3,50 par paquet de tabac de 40 grammes

« 4 francs par paquet de tabac de 50 grammes

« et 85 francs par kilogramme net pour les paquets

« de tabac d'un poids différent ou pour le tabac en  
« vrac.

« Art. 3. — Le montant des sommes dues par  
« chaque détenteur de stock est calculé d'après sa  
« déclaration de stock au 1<sup>er</sup> mars 1943 et, le cas  
« échéant, d'après les déclarations complémentaires  
« prévues par l'arrêté du 10 mars 1943.

« Les paiements auront lieu soit en une seule fois  
« si la somme est inférieure ou égale à 50.000 francs  
« soit en six mensualités au maximum si le montant  
« dépasse 50.000 francs. Dans ce dernier cas, le  
« premier versement sera de 50.000 francs avec effet  
« du 1<sup>er</sup> avril 1943, le reliquat sera payé en mensua-  
« lités au moins égales au cinquième de la somme res-  
« tant à payer sans être inférieure à 10.000 francs  
« sauf pour le dernier versement. La première mensua-  
« lité devra au plus tard être réglée le 1<sup>er</sup> mai 1943.

ART. 2. — Les gouverneurs des colonies du groupe,  
le gouverneur, administrateur de la circonscription de  
Dakar et dépendances et le commissaire de France au  
Togo sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de  
l'application du présent arrêté qui sera enregistré,  
publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 12 mai 1943.

P. BOISSON.

#### Guerre économique

ARRETE N° 1826 F. du 12 mai 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,  
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le Gouverne-  
ment général de l'A. O. F. et les textes qui l'ont modifié ;

Vu le décret du 25 juin 1940, portant création du Haut-  
Commissariat de l'Afrique française ;

Vu l'ordonnance du 5 mars 1943, fixant les pouvoirs de  
l'autorité administrative dans la conduite de la guerre écono-  
mique ;

Vu la décision du général d'armée, commandant en chef  
français, civil et militaire en date du 5 mars 1943, portant  
règlement pour l'application de l'ordonnance du 5 mars 1943  
susvisée ;

Vu l'arrêté du 3 mars 1920, fixant les délais d'application  
en A. O. F., des lois, décrets, arrêtés et règlements émanant  
du pouvoir central ou du Gouvernement général, notamment  
en son article 3 (procédure d'urgence) ;

La commission permanente du conseil de Gouvernement  
entendue ;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Tous les détenteurs, à quel  
que titre que ce soit, tous les gérants, gardiens  
dépositaires, représentants, surveillants de biens mo-  
biliers ou immobiliers appartenant directement, indi-  
rectement ou par personne interposée à des personnes  
ennemies, tous les débiteurs pour quelque cause que  
ce soit de sommes, valeurs ou objets de toute nature  
envers lesdites personnes doivent déclarer ces biens,  
sommes, valeurs ou objets dans un délai de trente  
jours à partir de la publication du présent arrêté.  
Cette obligation incombe dans les sociétés, associa-  
tions, groupements ou autres, à tous les dirigeants  
responsables, à tous les associés en nom, gérants,  
directeurs, administrateurs, présidents, fondés de pou-  
voirs, délégués ou employés.

ART. 2. — Sont réputées ennemies, toutes les per-  
sonnes physiques ou juridiques désignées comme telles  
aux termes des articles 2 et 3 de l'ordonnance du  
20 décembre 1942, ainsi que toutes celles dont le  
nom figure sur la liste prévue à l'article 2 de l'ordon-  
nance du 5 mars 1943.

Toutefois, ne sont pas considérés comme biens ap-  
partenant à des ennemis les biens des personnes  
physiques ou juridiques françaises résidant ou ayant  
leur siège en France métropolitaine, en Corse ou  
dans les colonies ou pays de protectorat français  
occupés par l'ennemi ou placés sous son influence,  
sauf si des personnes ennemies ont un intérêt quel-  
conque, direct ou indirect, sur ces biens.

ART. 3. — Les actions, parts de fondateurs, obli-  
gations, titres ou intérêts appartenant à des ennemis,  
directement, indirectement ou par personne inter-  
posée, doivent être déclarés par les personnes dési-  
gnées à l'alinéa premier de l'article 1<sup>er</sup>.

Doivent également être déclarés par les mêmes  
personnes :

tous les intérêts de personnes ennemies dans des  
maisons de commerce, entreprises ou exploitations  
quelconques ;

toutes les sommes ou valeurs versées par des per-  
sonnes non réputées ennemies pour des opérations  
commerciales ou autres demeurées en suspens et qui  
pouvaient bénéficier à des ennemis, notamment les  
paiements faits ou les acomptes versés pour l'acqui-  
sition de marchandises ou produits destinés à être  
utilisés par les ennemis soit directement, soit indirec-  
tement ou par personnes interposées ;

tous les biens échus à des ennemis pendant la  
guerre en Afrique française, l'obligation de la déclara-  
tion s'étendant en ce qui concerne ces biens à  
toutes personnes ayant connaissance de cette dévolu-  
tion.

La déclaration portera sur tous les biens, droits  
et intérêts existants le 11 novembre 1942 avec l'indi-  
cation des changements survenus depuis cette date  
et les motifs de ces changements, s'il y a lieu.

Le délai d'un mois prévu pour la déclaration pourra  
être prorogé d'un mois au maximum si la demande  
motivée accompagnée de pièces justificatives en est  
faite avant l'expiration du délai, au chef de la colonie.

Les établissements d'utilité publique et les mobilisés se trouvant hors du théâtre d'opérations de l'A. O. F. pourront toutefois obtenir une prorogation supplémentaire de deux mois.

ART. 4. — Sont également assujetties à la déclaration prévue à l'article précédent toutes les ententes ou les conventions d'ordre économique, industriel, commercial ou financier conclues avec des personnes ennemies depuis le 22 juin 1940 par toutes les maisons de commerce, entreprises ou exploitations quelconques, notamment pour la direction, l'administration, la gérance, l'achat, la transformation, la fabrication, l'outillage, l'adhésion directe ou indirecte à tous les groupements, syndicats, consortiums ou autres groupements.

Doivent également faire l'objet d'une déclaration toutes les conventions relatives à des brevets ou des licences et aux paiements de droits qui en résultent.

Sont tenus de faire cette déclaration les représentants de toutes les agences, succursales, bureaux ou autres dépendances d'une maison principale qui auraient connaissance des ententes ou conventions conclues par cette maison principale.

Le délai d'un mois fixé pour cette déclaration pourra être prorogé dans les conditions prévues à l'article 3.

ART. 5. — La déclaration est adressée au chef de la colonie ou du territoire du siège des biens lorsqu'elle concerne des biens mobiliers, immobiliers, actions, parts d'intérêts, de sociétés ou de commerce, et au chef de la colonie ou du territoire du domicile ou de la résidence habituelle ou du siège social ou administratif du débiteur ou du contractant pour les dettes ou les conventions.

Elle est faite en quatre exemplaires et doit être constatée par un procès-verbal.

En ce qui concerne les biens ou les créances une déclaration doit être faite distinctement par personne ennemie. Chaque entente ou convention d'ordre économique doit également faire l'objet d'une déclaration distincte.

La déclaration indique les noms, adresse et nationalité du déclarant et de l'ennemi.

S'il s'agit de biens ou de créances, la déclaration doit préciser à quel titre le déclarant intervient, la date du contrat d'où découle ce titre, la nature du droit de l'ennemi et la désignation détaillée de l'objet sur lequel porte ce droit.

S'il s'agit d'une convention ou d'une entente d'ordre économique le déclarant en fait connaître l'objet, les clauses et les conditions. A la déclaration est jointe, s'il y a lieu, une copie certifiée conforme de tous les documents utiles portés au procès-verbal.

Si plusieurs personnes ont qualité, à quelque titre que ce soit, pour faire une même déclaration, chacune est tenue de la faire. Elles ont toutefois la faculté de s'entendre en vue de n'effectuer qu'une seule déclaration pour chaque même objet.

ART. 6. — La mise sous séquestre ou sous contrôle et surveillance est ordonnée par arrêté général.

La personne dont les biens sont mis sous séquestre est dessaisie de l'administration de ces biens de même que ses héritiers ou ayant droit.

L'arrêté de mise sous séquestre ou sous contrôle et surveillance est publié sous forme d'un résumé au *Journal officiel* de l'A. O. F. ou, le cas échéant, du Togo. Le résumé mentionnera le nom du propriétaire des biens, les droits et intérêts visés dans l'arrêté, la nature et la situation des biens, le nom et l'adresse de l'administrateur séquestre ou du contrôleur surveillant.

ART. 7. — L'administrateur séquestre ou le contrôleur surveillant exerce ses fonctions sous le contrôle de l'autorité légalement qualifiée, s'il s'agit d'une entreprise assujettie dès le temps de paix à une loi de contrôle ou de surveillance ou sous le contrôle du chef du service local des domaines, dans tout autre cas.

L'administrateur séquestre doit rendre ses comptes sur toute réquisition de ces autorités ou du gouverneur général.

Il peut être remplacé ou révoqué, s'il y a lieu, par décision du gouverneur général.

ART. 8. — L'administrateur séquestre assure la gestion des biens qui lui sont confiés et prend les mesures conservatoires propres à leur sauvegarde.

Il dresse, dès sa prise de gestion, un inventaire en quatre exemplaires dont il conserve l'un et remet les autres à l'autorité ou au service compétent.

Il effectue le recouvrement de l'actif et le paiement du passif correspondant. Pour toutes les autres opérations, notamment pour les actes dépassant les pouvoirs d'administration, le maintien en activité des entreprises séquestrées, la réalisation de stocks ou autres actes de disposition, il doit obtenir l'autorisation du gouverneur général qui fixe les conditions de l'opération.

ART. 9. — Le contrôleur surveillant donne son concours aux propriétaires ou dirigeants des entreprises placées sous le contrôle ou sous la surveillance pour toutes les opérations qui pourraient être faites par ces derniers. Sa signature est obligatoire pour la validité de ces opérations. Il demande l'autorisation du gouverneur général pour tous les actes autres que les actes d'administration courante.

ART. 10. — Les administrateurs séquestres et les contrôleurs surveillants sont tenus de verser sans délai le montant des encaissements et des valeurs à la caisse des dépôts et consignations. Ils ne sont autorisés à conserver en caisse que le fonds de roulement nécessaire aux dépenses courantes et dont le montant est fixé par une décision du gouverneur général.

Les retraits de fonds ou de valeurs ne seront effectués qu'après l'autorisation du gouverneur général. Les retraits et les versements seront constatés distinctement pour chaque opération.

Les actes et pièces de procédures qu'exige la mise sous séquestre seront visés pour timbre et enregistrés en débet lorsqu'il n'y aura pas en caisse de fonds suffisants.

Les administrateurs séquestres et les contrôleurs surveillants tiendront deux comptes distincts savoir :

- 1<sup>o</sup> — le compte des recettes et dépenses;
- 2<sup>o</sup> — le compte des opérations de la caisse des dépôts et consignations.

Ils adresseront trimestriellement au gouverneur général les relevés de compte en double exemplaire.

Lors de la clôture des opérations de séquestre ou de mise sous contrôle et surveillance l'administrateur séquestre ou le contrôleur surveillant présentera avec son mémoire et toutes les pièces à l'appui un rapport exposant sommairement les actes de sa gestion, qui sera transmis au gouverneur général.

ART. 11. — En cours de gestion des avances pourront être consenties aux administrateurs séquestres et aux contrôleurs surveillants sur la décision du gouverneur général.

Les administrateurs séquestres et contrôleurs surveillants pourront recevoir des émoluments qui seront fixés par le gouverneur général.

Il est pourvu à la rémunération des administrateurs séquestres et des contrôleurs surveillants et plus généralement à tous les frais dûment acceptés ou taxés par des prélèvements sur l'actif disponible.

A défaut de ressources disponibles il sera pourvu à l'avance des frais de procédure autorisés par décision du gouverneur général, sur un compte d'avance qui sera ouvert dans les écritures du trésor.

Le gouverneur général imputera également à ce compte les frais de procédure au cas où la mise sous séquestre, sous contrôle ou sous surveillance aurait été ordonnée par erreur.

Ces avances ne seront autorisées qu'après constatation de l'impossibilité d'acquitter les frais, faute de ressources disponibles ou réalisables.

ART. 12. — Une déclaration devra être faite dans les conditions fixées aux articles 3 et 4 ci-dessus en Afrique du Nord, en Afrique occidentale française ou au Togo pour les biens de toutes les personnes dont le nom figure sur une liste publiée en exécution des articles 2 et 3 de l'ordonnance du 5 mars 1943, et de toutes les personnes figurant sur une liste officielle d'ennemis publiée en exécution de l'article 3 de l'ordonnance du 20 décembre 1942. La déclaration doit être faite dans les trente jours qui suivent la publication de ce nom ou, dans le cas de personnes se trouvant en Afrique du Nord française, en Afrique occidentale française ou au Togo dont les noms n'ont pas été publiés, dans les trente jours qui suivent la notification de l'inscription de ce nom sur une liste non publiée faite à toute personne astreinte à la déclaration.

ART. 13. — Les déclarations prévues aux articles 1<sup>er</sup>, 3 et 4 ci-dessus doivent être faites également en ce qui concerne les biens, droits et intérêts des ressortissants des pays en guerre contre les nations unies se trouvant en Afrique française ou dans un pays allié et n'ayant pas été internés.

Dans ce cas particulier la mise sous séquestre des biens, droits et intérêts visés au paragraphe précédent, si elle est ordonnée, sera limitée à la partie de ces biens, droits et intérêts qui ne seraient pas

nécessaires à la subsistance de ceux auxquels ils appartiennent et des personnes se trouvant à leur charge.

ART. 14. — Le présent arrêté, applicable en A.O.F. et au Togo, sera mis en application suivant la procédure d'urgence prévue par l'arrêté du 3 mars 1920, en ce qui concerne l'A. O. F. et sera publié aux *Journaux officiels* de l'A. O. F. et du Togo.

Dakar, le 12 mai 1943.

P. BOISSON.

(Rendu immédiatement applicable au Togo par arrêté local n° 296 Cab. du 21 mai 1943).

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

### Surveillance des prix

ARRETE N° 233 C. P. S. du 14 avril 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924, sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 14 mars 1942, complétant, modifiant et codifiant le régime des prix dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies;

Vu l'arrêté n° 419 A. E. du 8 août 1942, fixant les prix limites des produits du cru destinés à la consommation locale à pratiquer dans la commune-mixte de Lomé et les différents cercles du territoire;

Vu l'arrêté n° 126 C. P. S. du 24 février 1943 fixant, entre autres, les prix de vente de la viande de boucherie sur les marchés de Lomé;

Vu le procès-verbal en date du 6 avril 1943 de la commission des prix;

Sous réserve d'approbation du gouverneur général, haut-commissaire;

Vu l'urgence;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les prix maxima auxquels peuvent être vendus dans la commune-mixte de Lomé et les différents cercles du territoire, les produits du cru destinés à la consommation locale sont ceux indiqués sur la liste annexée au présent arrêté.

ART. 2. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront poursuivies et réprimées conformément aux dispositions de la loi du 14 mars 1942.

ART. 3. — Est et demeure abrogé l'arrêté n° 419 A. E. du 8 août 1942 susvisé.

ART. 4. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 14 avril 1943.

P. SALICETI.

Approbation notifiée par cablogramme n° 268 H. C. E. P. en date du 19 mai 1943 du gouverneur général, haut-commissaire.

# Liste des prix maxima

des produits destinés à la consommation locale à pratiquer sur les divers marchés du Territoire

(Arrêté N° 233 CPS du 14 Avril 1943)

	LOMÉ	TSÉVIÉ	ANÉCHO	ATAKPANÉ	PALIMÉ	SOKODÉ LAMA-KARA BASSARI	MANGO
<i>a) Beurre et huile</i>							
Beurre fabrication locale — le kg.	40,—	—	20,—	—	—	25,—	20,—
Huile de palme Zomi le . . . litre	10,—	10,—	6,—	10,—	10,—	8,—	—
Huile de palme ordinaire. . . litre	5,—	—	—	—	—	—	—
Huile arachide fabrication locale litre	12,—	—	—	—	—	8,—	—
Huile de coco . . . . . litre	12,—	12,50	10,—	—	13,—	—	—
Lait . . . . . litre	3,—	—	—	—	—	—	—
<i>b) Céréales et tubercules</i>							
Riz. . . . . kg.	10,—	—	6,—	5,—	8,—	6,—	3,50
Maïs . . . . . kg.	1,50	—	1,50	1,—	2,—	1,50	—
Manioc cossette. . . . . kg.	1,—	—	1,—	1,—	1,—	1,—	—
Farine de manioc . . . . . kg.	2,—	2,—	1,50	1,50	2,50	2,—	—
Manioc . . . . . kg.	—	—	—	0,50	—	—	—
Igname . . . . . kg.	2,50	—	2,50	1,50	2,50	—	—
Mil . . . . . kg.	—	—	—	—	—	1,50	2,50
Piments frais. . . . . kg.	6,—	4,—	5,—	4,—	6,—	5,—	—
Piments secs. . . . . kg.	15,—	10,—	15,—	10,—	15,—	15,—	15,—
<i>c) Légumes secs</i>							
Haricots noirs et rouges . . . kg.	5,—	5,—	2,50	6,—	6,—	2,50	—
Haricots blancs. . . . . kg.	5,—	5,—	—	6,—	5,—	3,—	4,—
Haricots Bassari . . . . . kg.	8,—	8,—	8,—	8,—	8,—	6,—	—
<i>Légumes frais</i>							
Oignons gros. . . . . kg.	12,—	—	kg 10,—	—	—	1,— pièce	1,50 p
Oignons petits . . . . . kg.	12,—	—	kg 12,—	k 12,—	—	2,— 20	—
Tomates moyennes . . . . .	1,— = 3	—	—	0,50 = 4	—	0,50 = 4	—
Haricots verts . . . . . kg.	10,—	—	7,—	—	10,—	8,—	—
Salade . . . . . pce.	0,25 à 0,40	—	—	—	—	0,25 à 0,40	—
Betterave rouge . . . . . pce.	0,50	—	—	—	—	0,50	—
Poireaux moyens . . . . . pce.	0,75	—	—	—	—	0,75	—
Carottes. . . . .	1,— = 5	—	—	—	—	1,— = 5	—
Navets . . . . .	1,— = 5	—	—	—	—	1,— = 5	—
Aubergine . . . . .	1,— = 3	—	—	—	—	1,— = 3	—
<i>d) Viande de boucherie</i>							
Bœuf 1 <sup>re</sup> qualité . . . . . kg.	—	—	13,—	9,—	15,—	—	8,—
Bœuf 2 <sup>me</sup> qualité . . . . . kg.	Voir arrêté	—	—	—	—	—	7,—
Porc 1 <sup>re</sup> qualité. . . . . kg.	N° 126 cps	—	12,—	9,—	15,—	12,—	8,—
Porc 2 <sup>me</sup> qualité . . . . . kg.	du 24 février	—	—	—	—	10,—	7,—
Mouton 1 <sup>re</sup> qualité. . . . . kg.	1943	—	—	9,—	15,—	11,—	—
Mouton 2 <sup>me</sup> qualité . . . . . kg.	—	—	—	—	—	9,—	—
<i>e) Volailles et produits de basse cour</i>							
Poulet petit . . . . . pièce	10,—	6,—	10,—	8 à 15	10,—	4,—	5,—
Poulet moyen. . . . . pièce	15,—	10,—	15,—	8 à 15	18,—	6,—	7,50
Poulet gros. . . . . pièce	20,—	12,—	20,—	8 à 15	25,—	8 à 10,—	10,—
Pintade . . . . .	15 à 25	15 à 25	—	—	20,—	10 à 15,—	15,—
Oeuf . . . . . pièce	0,75	0,75	0,50	0,50	1,—	0,25	1,— = 3
<i>f) Poissons</i>							
Poissons fumés . . . . . kg.	20,—	—	20,—	20,—	—	—	—
Poissons secs. . . . . kg.	20,—	—	20,—	20,—	—	—	—
Poissons frais de mer . . . . kg.	15,—	—	15,—	—	—	—	—
Poissons frais de lagune ou de rivière . . . . . kg.	25,—	—	20,—	—	—	—	15,—
Crevettes fraîches . . . . .	1,— = 4	—	1,— = 4	—	—	—	—
Crevettes fumées . . . . .	1,50 = 4	—	1,50 = 4	0,50 pièce	—	—	—
Crabe d'eau . . . . .	2,50 pièce	—	2,50 pièce	—	—	—	—

ARRETE N° 234 C. P. S. du 16 avril 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 14 mars 1942, sur le contrôle et la taxation des prix dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies;

Vu l'arrêté local n° 370 A. E. du 7 juillet 1942, portant création d'une commission des prix;

Vu l'arrêté général n° 2398 S. E. du 13 juillet 1942, concernant la publicité des prix, modifié par celui n° 4501 S/C. C. P. du 22 décembre 1942;

Vu l'arrêté général n° 2416 S. E./C. 5 du 13 juillet 1942, portant délégation de pouvoirs aux gouverneurs et chefs de territoire en matière de prix et stocks;

Vu le procès-verbal de la commission des prix en date du 12 avril 1943;

Sous réserve de l'approbation du gouverneur général de l'Afrique occidentale française, haut-commissaire;

Vu l'urgence;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont fixés ainsi qu'il suit les prix maxima de vente au détail qui seront inscrits aux carnets de relevé des prix des maisons intéressées et affichés dans leurs établissements de Lomé.

Dans tous les autres centres et lieux du territoire du Togo ces prix sont majorés du prix du transport décompté suivant les tarifs en vigueur sur le réseau du chemin de fer du Togo et dans les transports routiers.

U. A. G.	Frs.
Casserole aluminium 12/20 — La série	152,70
Casserole aluminium M. O. — La série	211,70
Toile aluminium — Le mètre	66,80
Couteaux poche 444 — La pièce	8,20
Déjeuners jaunes — La pièce	16,—
Cognac Hennessy — La bouteille	115,60
Champagne Gd. Crémant — La bouteille	118,70
Champagne white Star — La bouteille	101,50
Champagne Brut Impérial — La bouteille	117,10
Casques insol. lin — La pièce	176,20
Casques insol. kaki — La pièce	144,90
Casques insol. blanc — La pièce	144,90
Attache remorque vélo — La pièce	63,15
Pinces pour pantalon — La paire	6,65
Cale-pieds nickel — La paire	23,30
Clé 4 trous pour vélo — La pièce	5,55
Clé 8 trous — La pièce	17,10
Boîte dissolution — La pièce	17,75
Feux rouge « L » — La pièce	17,55
Ecrous papillons — La pièce	5,55
Phare bakélite — La pièce	77,25
Feux rouges bakélite — La pièce	34,—
Serre câble cuivre — La pièce	1,40
Attache gaine — La pièce	0,40
Fiches unipolaires — La pièce	7,40
Fiches mâles prise-courant — La pièce	8,90
Bénédictine — La bouteille	114,20
Vermouth Noilly — La bouteille	64,—
Serrures pour malles — La pièce	5,80
Brillantine « Cristal » — Le pot	29,40
Eau de Cologne Joli soir — Le flacon	15,55
Eau de Cologne Joli soir — Le flacon	71,90
Valentine Rapide 1/10 — La boîte	15,35
Valentine Rapide 1/20 — La boîte	8,95
Valentine noir-fumé 1/4 — La boîte	15,70
Valentine noir-fumé 1/20 — La boîte	7,70
Valentine Lux 1/10 — La boîte	19,85
Valentine Lux 1/20 — La boîte	11,55

### FOUAD K. JAZZAR

Parfum 78° flacon de 32 ctt. — Le flacon	12,25
Parfum 78° flacon de 12 ctt. — Le flacon	6,—
Parfum 90° flacon de 16 ctt. — Le flacon	25,70
Parfum sans alcool flacon de 46 ctt. — Le flacon	21,45

ART. 2. — Les infractions au présent arrêté seront poursuivies et réprimées conformément aux dispositions de la loi du 14 mars 1942.

ART. 3. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 16 avril 1943.

P. SALICETI.

Approbation notifiée par cablogramme n° 268 H. — C. E. P. en date du 19 mai 1943 du gouverneur général, haut-commissaire.

ARRETE N° 244 C. P. S. du 21 avril 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 14 mars 1942, sur le contrôle et la taxation des prix dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies;

Vu l'arrêté local n° 370 A. E. du 7 juillet 1942, portant création d'une commission des prix;

Vu l'arrêté général n° 2398 S. E. du 13 juillet 1942, concernant la publicité des prix, modifié par celui n° 4501 S/C. C. P. du 22 décembre 1942;

Vu l'arrêté général n° 2416 S. E./C. 5 du 13 juillet 1942, portant délégation de pouvoirs aux gouverneurs et chefs de territoire en matière de prix et stocks;

Vu l'arrêté général n° 4157 S. E. du 24 novembre 1942, appliquant à certains tissus et aux mouchoirs de tête de toutes sortes, confectionnés ou non, les opérations de péréquation prévues par l'arrêté n° 492 S. E. C. du 4 février 1942;

Vu le procès-verbal de la commission des prix en date du 16 avril 1943;

Sous réserve de l'approbation du gouverneur général de l'Afrique occidentale française, haut-commissaire;

Vu l'urgence;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont fixés ainsi qu'il suit les prix maxima de vente au détail qui seront inscrits aux carnets de relevé des prix des maisons intéressées et affichés dans leurs établissements de Lomé.

Dans tous les autres centres et lieux du territoire du Togo ces prix sont majorés du prix du transport décompté suivant les tarifs en vigueur sur le réseau du chemin de fer du Togo et dans les transports routiers.

Cie F. A. O.	Frs.
Sel — La tonne	1.879,—
Sel — Le kilogramme	1,90

S. G. G. G.	Frs.
Bleu Guimet — La boîte	14,50
Pétrole Mexicain PM — Le flacon	14,05
Pétrole Mexicain GM — Le flacon	46,70
Poudre de talc — La boîte	12,70
Pastilles Valda — La boîte	10,15
Enveloppes 650 B — La pièce	56,85
Enveloppes 650 STD — La pièce	55,—
Enveloppes 700 STD — La pièce	56,85
Enveloppes 30/5 — La pièce	3.041,85
Enveloppes 32/6 — La pièce	4.753,90
Enveloppes 170/20 — La pièce	3.885,95
Enveloppes 190/20 — La pièce	4.915,15
Enveloppes 650 — La pièce	69,90
Enveloppes 700 STD — La pièce	69,90
Chambres à air vélo 650 B — La pièce	23,95
Chambres à air vélo 700 — La pièce	23,—
Chambres à air auto 30/5 — La pièce	276,90
Chambres à air auto 32/6 — La pièce	376,50
Chambres à air auto 170 — La pièce	308,75
Chambres à air auto 190 — La pièce	318,70
Cigarettes nationales — La cartouche	157,15

**S. O. O. A.**

Ventilateurs gazo A — La pièce	2.506,75
Mélangeurs A — La pièce	1.622,50
Ventilateurs B — La pièce	2.499,50
Mélangeurs B — La pièce	1.617,75

**Ets. R. EYCHENNE**

Tissus Vichy AB — Le mètre	35,90
Tissus Tennis à carreaux — Le mètre	28,65
Crêtonne écrue P. Q. L. — Le mètre	28,80

**G. B. OLLIVANT**

Chemise rayonne blanche — La pièce	207,—
Chemisette popeline — La pièce	157,45
Réveils 409 — La pièce	78,05
Réveils 410 — La pièce	97,35
Cravates — La pièce	32,20

**GAMACAF (Cie F. A. O.)**

Ciment artificiel « DEMAREC » — La tonne	2.446,45
--	----------

ART. 2. — La majoration de 5 francs par mètre de tissu, au titre de la caisse de péréquation des tissus, n'est pas comprise dans les prix de vente proposés.

ART. 3. — Les infractions au présent arrêté seront poursuivies et réprimées conformément aux dispositions de la loi du 14 mars 1942.

ART. 4. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 21 avril 1943.

P. SALICETI.

*Approbation notifiée par cablogramme n° 268 H. — C. E. P. en date du 19 mai 1943 du gouverneur général, haut-commissaire.*

**ARRETE N° 245 C. P. S. du 21 avril 1943.**

**LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,**

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 14 mars 1942, complétant, modifiant et codifiant le régime des prix dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies;

Vu l'arrêté local n° 496 A. E. du 5 septembre 1942, réglant la fabrication du chocolat et du cacao sucré;

Vu l'arrêté local n° 497 A. E. en date du 5 septembre 1942, fixant les prix maxima du chocolat et du cacao sucré;

Vu la lettre n° 10.403 s./c. c. p. en date du 16 octobre 1942, du gouverneur général de l'A. O. F., haut-commissaire;

Vu l'arrêté local n° 688 F. du 8 décembre 1942, instituant au Togo une taxe sur les transactions;

Vu le procès-verbal en date du 6 avril 1943, de la commission des prix;

Sous réserve d'approbation du gouverneur général, haut-commissaire;

Vu l'urgence;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Tout chocolat ou cacao sucré de fabrication locale devra, pour pouvoir être mis en vente et vendu, comporter dans la pâte et en creux les indications suivantes :

chocolat ou cacao sucré

Togo français

Le nom du fabricant

ART. 2. — Les prix maxima de vente aux consommateurs sont fixés, comme suit, à Lomé :

Chocolat, kilogramme net 26,00;

Cacao sucré, kilogramme net 24,50.

Ces prix comprennent la taxe sur les transactions prévue par l'arrêté local n° 688 F. du 8 décembre 1942.

Dans les divers autres centres du territoire ces prix seront majorés du frais de transport à l'exclusion de tous autres y compris la marge bénéficiaire.

ART. 3. — Les infractions au présent arrêté seront poursuivies et réprimées conformément aux dispositions de la loi du 14 mars 1942.

ART. 4. — Vu l'urgence, le présent arrêté, qui abroge les dispositions de l'arrêté local n° 497 A. E. du 5 septembre 1942, sera publié par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 21 avril 1943.

P. SALICETI.

*Approbation notifiée par cablogramme n° 268 H. — C. E. P. en date du 19 mai 1943 du gouverneur général, haut-commissaire.*

**ARRETE N° 249 C. P. S. du 23 avril 1943.**

**LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,**

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 14 mars 1942, sur le contrôle et la taxation des prix dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies;

Vu l'arrêté local n° 370 A. E. du 7 juillet 1942, portant création d'une commission des prix;

Vu l'arrêté général n° 2398 s. E. du 13 juillet 1942, concernant la publicité des prix, modifié par celui n° 4501 s./c. c. p. du 22 décembre 1942;

Vu l'arrêté général n° 2416 s. E./c. 5 du 13 juillet 1942, portant délégation de pouvoirs aux gouverneurs et chefs de territoire en matière de prix et stocks;

Vu l'arrêté général n° 4157 s. E. du 24 novembre 1942, appliquant à certains tissus et aux mouchoirs de tête de toutes sortes, confectionnés ou non, les opérations de péréquation prévues par l'arrêté n° 492 s. E. du 4 février 1942;

Vu le procès-verbal de la commission des prix en date du 16 avril 1943;

Vu l'arrêté n° 244 du 21 avril 1943, fixant les prix de vente de certains articles d'importation;

Sous réserve d'approbation du gouverneur général de l'Afrique occidentale française, haut-commissaire;

Vu l'urgence;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Sont annulées et remplacées comme suit les dispositions de l'article 2 de l'arrêté n° 244 C. P. S. du 21 avril 1943 fixant les prix de vente de certains articles d'importation :

« Art. 2. — (nouveau) — Les prix des tissus faisant « l'objet du paragraphe « 4<sup>o</sup> Etablissements R. « Eychenne » de l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus, comprennent la « majoration de 5 francs par mètre de tissu au titre « de la taxe de péréquation des tissus ».

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 23 avril 1943.

P. SALICETI.

Approbation notifiée par cablogramme n° 268 H. — C. E. P. en date du 19 mai 1943 du gouverneur général, haut-commissaire.

ARRETE N° 269 C. P. S. du 4 mai 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 14 mars 1942, sur le contrôle et la taxation des prix dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies;

Vu l'arrêté local n° 370 A. E. du 7 juillet 1942, portant création d'une commission des prix;

Vu l'arrêté général n° 2398 S. E. du 13 juillet 1942, concernant la publicité des prix, modifié par celui n° 4501 S/C. C. P. du 22 décembre 1942;

Vu l'arrêté général n° 2416 S. E./C. 5 du 13 juillet 1942, portant délégation de pouvoirs aux gouverneurs et chefs de territoire en matière de prix et stocks;

Vu l'arrêté général n° 4157 S. E. du 24 novembre 1942, appliquant à certains tissus et aux mouchoirs de tête de toutes sortes, confectionnés ou non, les opérations de péréquation prévues par l'arrêté n° 492 S. E. C. du 4 février 1942;

Vu le procès-verbal de la commission des prix en date du 23 avril 1943;

Sous réserve d'approbation du gouverneur général de l'Afrique occidentale française, haut-commissaire;

Vu l'urgence;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont fixés ainsi qu'il suit les prix maxima de vente au détail qui seront inscrits aux carnets de relevé des prix des maisons intéressées et affichés dans leurs établissements de Lomé.

Dans tous les autres centres et lieux du territoire du Togo, ces prix sont majorés du prix du transport décompté suivant les tarifs en vigueur sur le réseau du chemin de fer du Togo et dans les transports routiers.

Gis F. A. O.	Frs.
Longotte glacée RFC. 829 — La pièce	24,25
Tissus pagne 108/110 c/m — Le mètre	41,—
Vichy, spleet qté. N° 158 — 60c/m — Le mètre	22,—
Taffetas qté. 154 — 78/80c/m — Le mètre	40,—
Ecossais 75c/m — Le mètre	32,—
Toile écossaise 503 — 78/80c/m — Le mètre	36,—
Chemisette qualité CEX coton — La pièce	60,75
Chemisette qualité FRGT — La pièce	159,—
Tissus pagne N° 26 — 108/110 c/m — Le mètre	44,15
Tissus pagne N° 26 — 108/110 c/m — Le mètre	48,—
Indienne royale coton 68/70 — Le mètre	25,—
Pare pousière parisien 140 c/m — Le mètre	56,—
Mousseline fantaisie fil N° 909 — Le mètre	30,50
Mousseline fantaisie fil N° 940 — Le mètre	30,50
Mousseline fantaisie fil N° 952 — Le mètre	34,50
Mousseline fantaisie fil N° 961 — Le mètre	39,—
Mouchoirs de tête rayonne pure : 33×33 pce×7	
Mouchoirs Tabora barrée — La pièce	179,—
Mouchoirs Tabora lancée — La pièce	214,50
Mouchoirs Tabora barrée — La pièce	185,50
Mouchoirs Tabora lancée — La pièce	223,—
Mouchoirs Tabora — La pièce	170,—
Mouchoirs Rubaga lancée — La pièce	219,—
Mouchoirs Tabora barrée — La pièce	182,—
Mouchoirs Tabora barrée — La pièce	187,50

	Frs.
Mouchoirs Tabora — La pièce	174,50
Mouchoirs Tabora — La pièce	173,—
Mouchoirs Tabora lancée — La pièce	222,—
Mouchoirs Tabora barrée — La pièce	184,50
Mouchoirs Tabora barrée — La pièce	188,50
Mouchoirs Tabora lancée — La pièce	225,—
Mouchoirs Tabora — La pièce	175,—
Mouchoirs Tabora lancée — La pièce	221,—
Mouchoirs Tabora barrée — La pièce	185,—
Mouchoirs Tabora — La pièce	172,—
Mouchoirs Tabora lancée — La pièce	221,—
Mouchoirs Tabora — La pièce	173,—
Mouchoirs Tabora barrée — La pièce	185,—
Mouchoirs Tabora non barrée — La pièce	180,—
Mouchoirs Tabora non barrée — La pièce	180,—
Mouchoirs Kinda — La pièce	167,50
Mouchoirs Rhodésia 83 c/m La pièce	166,50
Mouchoirs Tabora barrée — La pièce	194,—
Mouchoirs Tabora barrée — La pièce	190,—
Mouchoirs Tabora non barrée — La pièce	177,50
Mouchoirs Tabora lancée — La pièce	221,50
Mouchoirs Tabora lancée — La pièce	261,—
Mouchoirs Tabora barrée — La pièce	209,25
Chaussures pied nu pour femmes — La paire	104,—
Pantouffles sénégalaises N° 11914 : Hommes — La paire	49,—
Pantouffles sénégalaises N° 11914 : Femmes — La paire	42,75
Pantouffles sénégalaises N° 11914 : Fillettes — La paire	40,50
Douillettes rayonnées — La pièce	1.146,50
Chemisettes rayonnées — La pièce	39,—
Chemisettes Coton N° 7347 — La pièce	146,50
Sandalettes Cuir Kueipp pour Hommes — La paire	195,25
Sandalettes Cuir Kueipp pour Femmes — La paire	166,50
Chaussures semelle Cuir pour Hommes :	
Derby box noir 16431 — La paire	342,75
Derby box Couleur N° 16432 — La paire	342,75
Richelieu box noir 16101 — La paire	336,75
Richelieu box Couleur N° 16102 — La paire	336,75
Brai Clair F. G. — Le kilo	15,25
Savon barbe cadum — La pièce	6,—
Huile de Lin — Le litre	42,—
Chaussures semelle cuir : Richelieu :	
Derby Box Couleur — La paire	170,25
Richelieu Poulain — La paire	120,50
Richelieu Couleur « Goodyear » — La paire	298,50
Acier Martin demi doux centre plat : 25×4 — Le m.	8,50
Tôles planes noires de 2×1×20×10 — La pièce	320,75
Extrait soir de Paris N° 1320 — Le flacon	20,25
Extrait soir de Paris N° 1321 — Le flacon	38,—
Extrait soir de Paris N° 1297 — Le flacon	72,25
Extrait soir de Paris N° 1298 — Le flacon	126,15
Extrait soir de Paris N° 1315 — Le flacon	220,50
Cologne soir de Paris N° 3019 — Le flacon	14,30
Cologne soir de Paris N° 3018 — Le flacon	24,70
Cologne soir de Paris N° 3017 — Le flacon	41,15
Extrait Kobako N° 6403 — Le flacon	125,85
Extrait — Kobako N° 6404 — Le flacon	200,95
Mon parfum N° 1400 — Le flacon	20,10
Extrait les fleurs N° 1411 — Le flacon	12,65
Extrait Chypre N° 1414 — Le flacon	54,40
Extrait Lavande N° 4216 — Le flacon	111,80
Extrait Lavande N° 4217 — Le flacon	67,35
Fard pastel Brune 9 blonde 9/N° 83 — Le flacon	11,65
Poudre soir de Paris blanche N° 1301 — Le paquet	22,85
Tablette soir de Paris N° 1284 — Le paquet	22,85
Raisin soir de Paris Clair 36/N° 3276 — Le paquet	14,95
Fard soir de Paris Brune bde 6 N° 3283 — Le p.	17,95
Pinceaux queues Ripolin N° 0 — La pièce	6,15
Pinceaux queues Ripolin N° 1 — La pièce	8,30
Pinceaux queues Ripolin N° 2 — La pièce	10,10
Pinceaux queues Ripolin N° 3 — La pièce	11,85
Pinceaux queues Ripolin N° 4 — La pièce	13,45
Pinceaux queues Ripolin N° 5 — La pièce	16,45
Pinceaux queues Ripolin N° 6 — La pièce	19,75
Pinceaux queues Ripolin N° 7 — La pièce	22,50
Pinceaux export extrat N° 6 — La pièce	6,15
Pinceaux export extrat N° 9 — La pièce	7,90
Pinceaux export extrat N° 12 — La pièce	9,20
Pinceaux export extrat N° 15 — La pièce	11,80
Pinceaux export extrat N° 18 — La pièce	14,25
Pinceaux export extrat N° 21 — La pièce	16,45
Pinceaux export extrat N° 24 — La pièce	20,30
Pinceaux export extrat N° 27 — La pièce	23,50

	Frs.		Frs.
Pinceaux export extrat No 30 — La pièce	16,50	Graines Navet — Le paquet	40,65
Pinceaux export extrat No 33 — La pièce	31,80	Graines Oignon géant d'Espagne — Le paquet	24,35
Lunettes monture acier — La pièce	116,50	Graines Persil — Le paquet	27,20
B/10 Suppes Rectagine — La pièce	31,45	Graines Piments rouges — Le paquet	14,45
B/10 Suppes Rectagine — La pièce	31,40	Graines Poireau — Le paquet	23,35
Colliers perles — La pièce	8,50	Graines Pois serpette — Le paquet	11,75
Cognac martelle 3 étoiles — La bouteille	103,40	Graines Radis ronds — Le paquet	19,15
V. S. O. P. — La bouteille	122,35	Graines Tétragone — Le paquet	17,80
Vin de liqueur salambo — La bouteille	68,05	Graines Tomates — Le paquet	27,50
Vermouth Cinzano — La bouteille	59,15	Graines Artichaut — Le paquet	10,10
St. Raphaël quinquina — La bouteille	54,—	Graines Betterave — Le paquet	14,60
Quinquina Dubonnet — La bouteille	61,35	Graines Carottes — Le paquet	53,10
Glace Clair découpée — La pièce	524,65	Graines Chicorée — Le paquet	26,90
Buste porte soutien gorge — La pièce	338,25	Graines Chou — Le paquet	18,50
Pompe vélo aluminium — La pièce	50,85	Graines Concombre — Le paquet	28,25
Semences — Le kilo	41,35	Graines Epinard — Le paquet	44,70
Tisane Gisby — Le paquet	20,10	Santal Midy — Le flacon	38,30
Plateaux — La pièce	336,85	Sirôp roche au Thiooll — Le flacon	34,25
Agraffes No 12531 — Le paquet	45,15	Decamètre ruban — La pièce	73,45
Broches No 12545 — La pièce	40,65	Trousses Creyskine No 152 — La pièce	502,50
Broches No 12544 — La pièce	41,55	Trousses Creyskine No 151 La pièce	365,45
Broches No 12521 — La pièce	65,50	Tubes pâtes dentifrice beesk G. M. — Le flacon	14,35
Broches No 12515 — La pièce	27,10	Tubes pâtes dentifrice beesk P. M. — La pièce	8,90
Broches No 12580 — La pièce	9,05	Tubes pâtes dentifrice beesk géant N. P. — La pièce	18,75
Broches No 12581 — La pièce	5,40	Poudre Shalimas — La boîte	60,10
Boutons culot 4 trous blanc 6 — La masse	153,10	Poêle à frire — La pièce	55,85
Boutons culot 4 trous blanc 7 1/2 — La masse	207,40	Limes à Ongles — La pièce	25,35
Fusibles avec prise ordinaire — La pièce	32,—	Limes à Ongles — La pièce	17,80
Boutons verre opale 4 trous — La grosse	48,55	Limes à Ongles — La pièce	30,50
Boutons verre opale 4 trous Kaki — La grosse	60,35	Limes à Ongles — La pièce	25,35
Clé d'éclisse Ouv. 24 à 18 — La pièce	45,60	Pincers à épiler — La pièce	43,20
Marteaux briqueteur — La pièce	72,15	Pincers à épiler — La pièce	12,70
Poupées — La pièce	361,40	Pincers à épiler — La pièce	30,45
Jeux 4 jeux — La pièce	114,30	Main en toile galvanisée — La pièce	54,25
Jeux Ping Pong — La pièce	226,20	Main en toile galvanisée No 1 — La pièce	60,10
Kivolas — La pièce	94,65	Main en toile galvanisée No 2 — La pièce	78,65
Jacquets — La pièce	87,10	Main en toile galvanisée No 3 — La pièce	84,25
Accordéons — La pièce	97,75	Main en toile galvanisée No 4 — La pièce	100,25
Ménages — La pièce	129,05	Main en toile galvanisée No 5 — La pièce	120,35
Cheval — La pièce	245,85	Colliers verroteries — La pièce	58,15
Cubes — La pièce	151,20	Fusibles de 3 ampères fusibles — La pièce	42,95
Poupées — La pièce	172,10	Pochettes Ile de France — La pièce	6,95
Chambres — La pièce	81,15	Pochettes mon courrier — La pièce	1,20
Chiens — La pièce	78,70	Blocs notes fichettes — La pièce	4,95
Jeux pur sang — La pièce	194,10	Blocs notes fichettes — La pièce	5,70
Nains jaunes — La pièce	69,45	Papiers carbone 21x27 — Le paquet	217,95
Fermes — La pièce	280,25	Sachets 12 coins pour factures — La pièce	5,50
Jeux 4 Jeux — La pièce	114,30	Crayons bicoles — La grosse	131,55
Caissons zinc de 60x27x18 cm — La pièce	130,15	Lampe No 648 Ivoire — La pièce	623,25
Brillantine — Le flacon	21,60	Lampe No 825 Ivoire — La pièce	997,30
Appareil Photo Pontiac — La pièce	2.296,20	Pétrole maxicainsfl P. M. — Le flacon	13,80
Déclencheur — La pièce	18,05	Pétrole maxicainsfl C. M. 12 — Le flacon	45,90
Ecrans solaires — La pièce	192,65	Parfum s'alcool ass. fl. — Le flacon	55,50
Pellicules — La pièce	51,40	Essence non alcoolique No 59 ass. — Le flacon	18,50
Sacs pour appareils photograph — La pièce	105,40	Soude caustique Sodas 97/98 NaOH — Le kilo.	16,25
Pâtes d'entol G. M. — La pièce	13,15	Eau minérale Vittel Gd. Source — La bouteille	8,80
Bande gaze — La pièce	12,15	Coton Hydrophite — Le paquet	8,80
Rouge pour lèvres ass. 844 La pièce	21,70	Lindoxine brun-rouge — Le bidon	289,35
Poudre de riz Orkilla ass. — La pièce	18,40	Encre de poudre rouge — Le tube	4,30
Vaporisateurs 49/1 — La pièce	32,40	Teinture Indigo graines 80 % — Le tube	41,55
Vaporisateurs 93 — La pièce	28,75	Bourgogne blanc A. C. 110 — La pièce	58,75
Vaporisateurs 49/946 — La pièce	32,60	Pommard A. C. 130 — La pièce	93,75
Vaporisateurs 899 — La pièce	37,—	Fleurie A. C. 120 — La pièce	77,75
Vaporisateurs 945 — La pièce	29,50	Moulin à vent 120 5 — La pièce	80,80
Réchauds No 6000 A — La pièce	39,25	Fers Martinique No 0 — La pièce	16,—
Combustibles pour briquets — La pièce	29,85	Fers Martinique No 1 — La pièce	16,50
Pellicules 6x9 — La pièce	50,10	Fers Martinique No 2 — La pièce	16,95
Raccords articles pour pompes — La pièce	25,20	Fers Martinique No 3 — La pièce	17,50
Boîtes de brosses de rechange « Denteloi » — La p.	30,35	Fers Martinique No 4 — La pièce	17,85
Boîtes de brosses de rechange sanglier — La pièce	40,—	Fers Américains Etoile — La pièce	18,20
Cadre Photo 9x14 — La pièce	60,30	Fers Américains Etoile — La pièce	20,15
Tube P.M. Gomma Argentine — La pièce	117,40	Fers Américains Etoile — La pièce	20,65
Ravier verre rectangulaire No 1 — La pièce	3,65	Fers Américains Etoile — La pièce	21,40
Ravier verre rectangulaire No 2 — La pièce	7,85	Fers Américains Etoile — La pièce	22,40
Ravier verre rectangulaire No 3 — La pièce	8,40	Marteaux fonte noire manche rou — La pièce	9,60
Ravier verre rectangulaire No 4 — La pièce	15,85	Charnières tôles 35/22 à 18% — La pièce	0,45
Ravier verre rectangulaire No 5 — La pièce	18,95	Charnières tôles 49/25 à 23% — La pièce	0,60
Appareil Pontiac — La pièce	2.609,25	Charnières tôles 45/25 à 28% — La pièce	0,75
Ecrans solaires — La pièce	186,45	Charnières tôles 50/30 à 32% — La pièce	0,85
Déclencheurs — La pièce	17,50	Charnières tôles 60/35 à 39% — La pièce	1,—
Pellicules — La pièce	49,70	Charnières tôles 65/40 à 46% — La pièce	1,20
Affuteurs Eddy Luxe code 3 — La pièce	63,65	Charnières tôles 80/40 à 62% — La pièce	1,60
Pâtes Eddy — La pièce	7,75	Charnières tôles 90/50 à 85% — La pièce	2,20
Graines laque Reine de Mai — Le paquet	6,05	Charnières tôles 100/50 à 104% — La pièce	2,70
Graines Manche d'Italie — Le paquet	25,05	Manches pelles droits 1m. 10 bois dur — La pièce	13,20

	Frs.		Frs.
Manches Pioches ronds 1m, bois — La pièce	13,20	Pèse lettres — La pièce	218,—
Goupilles fendues fig. 24x2x25 — La pièce	0,05	Colle blanche — Le pot	13,—
Goupilles fendues fig. 24x4x35 — La pièce	0,10	Joint poignées caoutchouc noir — La pièce	10,25
Goupilles fendues fig. 5x55 — La pièce	0,20	Joint poignées caoutchouc rouge — La pièce	12,25
Goupilles fendues fig. 7x80 — La pièce	0,45	Vermifuge lune — La pièce	7,50
Lotion 68° 5 C. M. — Le flacon	55,50	Extrait Habanita — Le flacon	145,—
Lotion 68° 5 P. M. — Le flacon	27,75	Craies — Le bâton	0,40
Extrait 93° — Le flacon	9,—	Boîtes couleurs N° 8 — La boîte	39,—
Poudre de Riz Bouquet d'Amour — Le paquet	2,80	Boîtes couleurs N° 11 — La boîte	39,—
Parfum Cologne d'Euxlay 0,400 — Le flacon	159,95	Agraffes pantalons — La paire	5,20
Parfum Cologne d'Euxlay 0,120 — Le flacon	59,05	Appareils photos « Reina Cross »	
Parfum Cologne d'Euxlay 0,100 — Le flacon	54,65	Sacs pour appareils photos « Reina Cross » — La p.	2.825,—
Parfum Rose 70 N° 22 — Le flacon	3,30	Bees pour lampes acétylène — La pièce	3,80
Parfum Muguet N° 4,764 — Le flacon	3,30	Lait de toilette modèle moyen — Le flacon	41,25
Senafira flowers — Le flacon	3,50	Lait de toilette petit modèle — Le flacon	25,40
Senafira Jasmin s/alcool — Le flacon	3,95	Poudre de toilette blanche — La pièce	5,—
Sjalcool Menthe glaciale — Le flacon	3,30	Talc nuage N° 720 — La pièce	9,60
Eau de Cologne 60° — Le flacon	212,40	Pommade N° 114 Pils — Le pot	10,—
Eau de Cologne 50° — Le flacon	191,70	Concentré 4926 N bis bid. x 8 ozs — Le pot	27,15
Verrous N° 222 32m, 8m/4m — La pièce	3,68	Poudre de toilette blanche JAS' — La boîte	8,50
Verrous N° 222 32m, 8m/4m/5" — La pièce	4,15	Poudre Rosée Rose N° 200 — La boîte	8,50
Eau de Cologne 80° — Le flacon	229,70	Poudre Rosée Rose N° 202 — La boîte	5,50
Extrait amour amour — Le flacon	442,55	Poudre rosée blanche Jasmin N° 202 — La boîte	5,50
Extrait amour amour — Le flacon	458,80	Bougies filtrantes — La pièce	164,50
Extrait amour amour — Le flacon	777,70	Lotions assorties 70° 1/8 L — Le flacon	30,—
Extrait M. Suprême — Le flacon	370,45	Fleur de chaux « LIS » — Le sac	55,—
Extrait M. Suprême 80° — Le flacon	458,80	Vermouth Turin Bassano Btte 1L — La bouteille	60,—
Extrait M. Suprême 80° — Le flacon	777,70	Cahiers 12 feuilles — La pièce	2,—
Extrait Colony — Le flacon	380,70	Cahiers 24 feuilles — La pièce	3,—
Extrait Colony — Le flacon	458,80	Pelles allemandes avec manches — La pièce	21,75
Extrait invitation — Le flacon	380,70	Pelles allemandes sans manches — La pièce	10,—
Extrait invitation — Le flacon	680,55	Manches pour pelles allemandes — La pièce	9,25
Extrait vacances — Le flacon	595,45	Pelles anglaises avec manches — La pièce	35,50
Extrait DRY — Le coffret	312,55	Pelles portatives infanterie — La pièce	23,75
Coffrets 3 boules — Le coffret	266,85	Bêches du nord emmanchées — La pièce	47,50
Coffrets 3 flacons — Le coffret	404,35	Bêches sans manches — La pièce	31,50
Poudre suprême — La boîte	145,20	Pilons fermes 4x45 — La pièce	26,30
Fards Poudre — La boîte	58,55	Pannelles à scellement — La pièce	9,20
Fards gros — La pièce	58,55	Pelles marins emmanchées — La pièce	102,75
Crème Blanche — La pièce	60,20	Manches de rechange pour pelles marins — La pièce	15,75
Rouge à lèvres — La pièce	78,10	Pelles diverses sans manches — La pièce	26,25
Rechange rouge — La pièce	50,45	Blanc pour casque « Everblanc » — La pièce	5,75
Poudre amour amour — La boîte	91,10	Siroc Rami — Le flacon	27,—
Photographie portatif — La pièce	1.675,—	Lampe électrique Vis 40 w — La pièce	10,50
Crayon H. O. — La douzaine	45,—	Lampe électrique Vis 60 w — La pièce	13,—
Crayons de Charpentiers H. C. — La douzaine	23,25	Lampe électrique Vis 75 w — La pièce	16,—
Calier écolier 100 pages — La pièce	6,35	Cicatrice en poudre « Le Mouton » — Le paquet	8,75
Tampon inépuisables 1.129 — La pièce	24,85	Laquettes « Vogue » 42 — La pièce	32,—
Ramettes de papiers de 100 feuilles — La pièce	36,45	Demeloirs 32/1 — La pièce	44,50
Ramettes de papiers de 100 feuilles UNI — La p.	29,50	Peigne C. 29 et 30 écaille — La pièce	7,—
Plumes 81 H. C. — La boîte	46,—	Demeloirs assortis séries 36 — La pièce	27,—
Plumes de baïonnettes — La boîte	60,15	Vin de Bordeaux Chan Pavillon — La bouteille	143,50
Plumes 231 — La boîte	38,55	Vin de Bordeaux Chan Pavillon Confraun — La bout.	143,50
Enveloppes Liberty 700 STD. — La pièce	64,85	— La bouteille	154,50
Chambres Liberty 700 STD. — La pièce	26,10	Vin de Bordeaux Chan Pavillon Duplessir 1936	
Pontons doubles — La pièce	23,60	— La bouteille	154,50
Poignées de malle — La pièce	7,50	Vin de Bordeaux Chan Poulet — La bouteille	176,50
Pannelles — La douzaine	90,55	Alcool de menthe Père Christophe flx. — Le flacon	16,50
Verrous de box — La pièce	30,25	Quintessence de Rose 70° fl. — Le flacon	8,—
Cornets avertisseurs pour vélos — La pièce	35,15	Moteurs d'agitateurs d'eau avec — La pièce	2.775,—
Cadenas Castor de 30 2 clés — La pièce	7,20	Farine étuvée — La pièce	590,—
Loq à levier vernis de 35 — La pièce	7,50	Haches Yankee sans manches — La pièce	90,50
Porte cadenas à recouv. — La pièce	5,—	Vin Mariani bte x 50 cts. — La bouteille	41,25
Loq fer V. et V. N° 1 à 8 — La pièce	2,—	Pepperint Gel. bte 1 ctt. — La bouteille	107,50
Targettes fer de 27 sur ress — La pièce	4,—	Fine Champagne VSOP — La bouteille	146,50
Targettes fer de 35 sur ress — La pièce	5,50	Anisette Marie Brizzard bte x 37 — La bouteille	51,—
Poignée coquilles N° 1 — La pièce	1,15	Porte mine bleus — La pièce	18,—
Loq fer vissistes de 35 — La pièce	5,50	Porte mine bleus 2 bagues — La pièce	18,—
Fil à filet coton N° 20/6 — Le kilogramme	204,40	Porte mine bleus 2 bagues — La pièce	22,—
Fil à filet coton N° 28/6 — Le kilogramme	204,65	Porte couleurs — La pièce	29,75
Fil à coudre rayonne blanc — La pièce	20,65	Housses Zuff — La pièce	10,—
Fil à coudre coton blanc noir — La douzaine	69,80	Timbales aluminium — La pièce	20,—
Simili soie à coudre boîte x 144 — La boîte	94,10	Scies ultra de 8/300 — La pièce	4,—
Pastille valda — La boîte	9,—	Scies ultra de 8/350 — La pièce	4,60
Brillant pour métaux Assort: « Bid. 1/8 » — Le bidon	9,50	Scies ultra de 8/400 — La pièce	7,25
Argile pure frittée sacs x 50 kilos — Le sac	176,50	Scies ultra de 8/450 — La pièce	8,25
Sable jaune — Le sac	126,—	Thermomètres — La pièce	12,75
Creuset plombagine long 90 — Le sac	536,50	Couvertures de tables Duraminox — La pièce	8,—
Creuset plombagine long 120 — Le sac	716,75	Pots terre marocains 1L — La pièce	18,25
Creuset forme Olive de 200 — Le sac	1.194,50	Pots terre marocains 1L 50 — La pièce	19,50
Ceruse en poudre — Le kilogramme	16,50	Pots terre marocains 1L 75 — La pièce	21,50
Coaltar ko boîte poids net — Le kilogramme	6,—	Marmites basses marocains 22 c/m — La pièce	55,—
Brat ko boîte poids net — Le kilogramme	7,70	Marmites basses marocains 20 c/m — La pièce	48,50
Borax granule — Le kilogramme	17,20	Marmites basses marocains 14 c/m — La pièce	35,50
Brou de noix Bles — Le kilogramme	28,50	Marmites hautes marocains 22 c/m — La pièce	61,—
Papeterie usage F.A.O. — Effaceurs — La pièce	17,85		

	Frs.
Pots mécaniques 500 grammes — La pièce	14,75
Pots mécaniques marocains 500 grammes — La pièce	14,75
Marmites hautes 22 c/m — La pièce	61,—
Terrines marocains 22 c/m — La pièce	55,—
Terrines marocains 20 c/m — La pièce	48,50
Terrines marocains 18 c/m — La pièce	43,—
Pots mécaniques 1 L — La pièce	16,25
Poêlons mécaniques 16 c/m — La pièce	45,75
Marmites hautes marocains 14 c/m — La pièce	55,—
Poêlons 18 c/m — La pièce	50,—
Poêlons 14 c/m — La pièce	39,50
Pots 5 L — La pièce	55,—
Paumelles 140×60 — La paire	10,—
Paumelles 110×70 — La paire	8,50
Paumelles 110×70 — La paire	8,50
Paumelles 95×55 — La paire	6,75
Paumelles 95×55 — La paire	6,75
Sujets animaux Lion p. Limoger — La pièce	1.360,—
Sujets animaux Lionne Limoger — La pièce	1.090,—
Sujets animaux Stoghi Limoger — La pièce	700,—
Sujets animaux Coker Limoger — La pièce	700,—
Sujets animaux Groupe 3 chiens — La pièce	725,—
Sujets animaux Gazelles chiens — La pièce	345,—
Sujets animaux Panthère Limoger — La pièce	345,—
Sujets animaux Chat Couche — La pièce	140,—
Sujets animaux à la Boule — La pièce	140,—
Sujets animaux Pingouin — La pièce	72,50
Sujets animaux Bull Dog — La pièce	90,—
Sujets animaux Oiseaux modèle réduit — La pièce	55,—
Sujets animaux Chien simple — La pièce	43,—
Sujets animaux Oiseaux — La pièce	72,50
Sujets animaux Oiseaux Thavraux — La pièce	87,—
Rasoirs réglage Gibbs — La boîte	100,—
Coffrets 50 lames Gibbs — Le coffret	88,80
Brosses à dents « SSTAN » N° 49 — La pièce	7,80
Brosses à dents Extra N° 45 — La pièce	11,75
Lampe électrique Zénith 25 w — La pièce	9,25
Lampe électrique Zénith 75 w — La pièce	14,25
Lampe électrique Zénith 40 w — La pièce	9,25
Lampe électrique Zénith 60 w — La pièce	11,25
Lampe électrique STD. 25 w — La pièce	10,50
Lampe électrique STD. 40 w — La pièce	10,50
Lampe électrique STD. 60 w — La pièce	13,—
Réveil 01 — R — 11 — La pièce	105,—
Réveil 01 — R — 31 — La pièce	127,—
Réveil 601 — R — 11 — La pièce	91,—
Réveil 601 — R — 31 — La pièce	112,50
Jouvence de l'Abbey Soury fl. gd. mod. — La pièce	60,—
Jouvence de l'Abbey Soury petit modèle — La pièce	22,50
Eau dentifrice moussieuse Bolot — La pièce	18,20

ART. 2. — Les prix des tissus faisant partie de l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus comprennent la majoration de 5 francs par mètre de tissu et par mouchoir de tête au titre de la taxe de péréquation des tissus.

ART. 3. — Les infractions au présent arrêté seront poursuivies et réprimées conformément aux dispositions de la loi du 14 mars 1942.

ART. 4. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 4 mai 1943.

P. SALICETI.

Approbation notifiée par R. T. O. n° 265 S.C.C.P. en date du 19 mai 1943 du gouverneur général, haut-commissaire.

#### Produits des ventes des marchandises confisquées par la douane

ARRETE N° 289 D. du 15 mai 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;  
Vu le décret du 25 janvier 1935, fixant le mode de répartition du produit des amendes et confiscations en matière de douane au Togo, notamment en son article 15;  
Sur la proposition du chef du service des douanes;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le produit de vente des marchandises confisquées et celui des amendes récupérées sont conservés en consignation par le chef du bureau des douanes de Lomé jusqu'au moment de la répartition effectuée par le chef du service des douanes.

La part revenant au budget local est versée au trésorier-payeur sur bulletin de liquidation établi au nom du chef du bureau des douanes de Lomé.

Le paiement aux ayants droit des parts leur revenant dans la répartition du produit des amendes et confiscation sera effectué directement par le chef du bureau des douanes de Lomé.

Le fonds commun des saisies sera versé au trésorier-payeur sur ordre de recettes émis contre le chef du bureau des douanes pour être ensuite attribué aux ayants droit dans les conditions fixées par le décret du 25 janvier 1935.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 15 mai 1943.

P. SALICETI.

#### Vins

ARRETE N° 290 A. E. du 16 mai 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;  
Vu le décret du 16 avril 1924, sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 14 mars 1942, codifiant le régime des prix dans les territoires dépendant du secrétariat d'Etat aux colonies, et les textes subséquents qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté général n° 1294 s. e. du 29 mars 1943, portant délégation aux gouverneurs et chefs de territoire des pouvoirs conférés au gouverneur général en matière des prix et stocks;

Vu l'arrêté n° 663 A. E. du 26 novembre 1942, fixant les modalités de vente de certaines marchandises d'importation;

Vu l'arrêté n° 169 A. E. du 21 mars 1943, portant mise en vente libre du vin ordinaire;

Vu l'état actuel des stocks de vin existant au territoire;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 169 A. E. du 21 mars 1943 susvisé.

ART. 2. — La vente du vin ordinaire est, à partir du 1<sup>er</sup> juin 1943, à nouveau soumise aux opérations de rationnement précédemment édictées; elle sera subordonnée à la remise par l'acheteur d'un ticket détaché du feuillet « denrées diverses ».

ART. 3. — La délivrance du vin en échange du ticket ci-dessus désigné n'est autorisée qu'en faveur des adultes et enfants de plus de 12 ans. En conséquence, les services chargés de la répartition des feuillets « denrées diverses » supprimeront, préalablement à leur délivrance, le ticket correspondant des cartes destinées aux personnes de moins de 12 ans.

ART. 4. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 16 mai 1943.

P. SALICETI.

**Sociétés indigènes de prévoyance****Budgets 1943**

N° 294 A. E. Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du 19 mai 1943 :

ARTICLE PREMIER. — Sont approuvés et rendus exécutoires les budgets pour 1943 des sociétés indigènes de prévoyance d'Anécho, Atakpamé, Klouto, Sokodé, Lama-Kara et Mango.

ART. 2. — Les budgets délibérés en conseil d'administration et en assemblée générale de chacune des sociétés indigènes de prévoyance intéressées sont arrêtés aux montants ci-après en recettes et en dépenses :

S. I. P. d'Anécho : un million cent mille sept cent soixante huit francs soixante centimes (1.100.768,60).

S. I. P. d'Atakpamé : cinq cent soixante et onze mille neuf cent quarante quatre francs cinquante centimes (571.944,50).

S. I. P. de Klouto : neuf cent vingt-quatre mille deux cent seize francs quatre-vingt un centimes (924.216,81).

S. I. P. de Sokodé : cinq cent quarante sept mille cent trente neuf francs quatre-vingt huit centimes (547.139,88).

S. I. P. de Lama-Kara : six cent soixante trois mille trois cent cinquante neuf francs quatre-vingt huit centimes (663.359,88).

S. I. P. de Mango : trois millions six cent vingt deux mille cinq cent soixante francs (3.622.560).

**Produits de la campagne 1942—1943**

N° 304 A. E. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

25 mai 1943. — Est modifié comme suit l'article premier de l'arrêté n° 239 A. E. du 17 avril 1943 fixant les points de stockage à l'intérieur pour les produits de la campagne 1942-1943.

*Au lieu de :*

Subdivision d'Atakpamé : Atakpamé, Nuatja.

*Lire :*

Subdivision d'Atakpamé : Atakpamé, Nuatja, Blitta.

**Secteur auxiliaire des douanes**

ARRETE N° 305 D. du 25 mai 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 11 novembre 1926, portant réglementation douanière dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, notamment en son article 118 ;

Vu l'arrêté n° 198 du 6 avril 1939 portant organisation du service des douanes dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, notamment en son article 3 ;

Vu l'arrêté n° 519 du 14 décembre 1940, portant création d'un secteur auxiliaire des douanes ;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Il est créé à Dapango un secteur auxiliaire des douanes comprenant le poste des douanes de Dapango ouvert aux importations et aux exportations.

ART. 2. — Le poste de douanes de Dapango est placé sous le contrôle du chef de la subdivision administrative de Dapango qui est nommé chef du secteur auxiliaire des douanes de Dapango.

ART. 3. — L'arrêté susvisé n° 519 du 14 décembre 1940 portant création d'un secteur auxiliaire des douanes est abrogé.

ART. 4. — Le chef du service des douanes est chargé de l'exécution du présent arrêté applicable à compter du 1<sup>er</sup> juin 1943 qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 25 mai 1943.

P. SALICETI.

**Dépôt d'hydrocarbures**

ARRETE N° 308 A. P. A. du 26 mai 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 14 décembre 1927, portant réglementation des établissements dangereux, insalubres ou incommodes dans le territoire du Togo ;

Vu l'arrêté n° 346 du 23 juin 1928, portant classement des établissements dangereux, insalubres ou incommodes en exécution du décret du 14 décembre 1927 et tous autres actes le modifiant et le complétant ;

Vu l'arrêté n° 347 du 23 juin 1928 au sujet des établissements dangereux, insalubres et incommodes de 3<sup>e</sup> catégorie ;

Vu l'arrêté n° 348 du 23 juin 1928, déterminant les conditions d'application du décret du 14 décembre 1927, portant réglementation des établissements dangereux, insalubres ou incommodes dans le territoire du Togo ;

Vu l'arrêté n° 363 du 27 juin 1928, relatif aux conditions que doivent remplir les réservoirs souterrains dans lesquels sont emmagasinés les liquides inflammables ;

Vu l'arrêté du 7 juillet 1928, créant un service d'inspection des établissements classés ;

Vu l'arrêté n° 417 du 20 juillet 1931, modifiant le tableau de classement des établissements dangereux et insalubres établi par arrêté n° 346 du 23 juin 1928 ;

Vu l'arrêté n° 416 du 29 juillet 1931, complétant les arrêtés nos 347 du 23 juin, 363 du 27 juin, 477 du 22 août 1928, relatifs aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes ;

Vu l'avis de l'inspecteur des établissements classés ;

Vu l'arrêté du 22 août 1928, fixant les conditions générales imposées dans l'intérêt de la salubrité publique aux dépôts d'hydrocarbures liquides de la 1<sup>re</sup> et de la 2<sup>e</sup> catégorie ;

Vu le décret du 10 mai 1933, relatif aux dépôts d'hydrocarbures et de leurs dérivés ; ensemble le décret du 26 novembre 1939 le modifiant ;

Vu l'arrêté n° 110 du 16 février 1934, rapportant l'arrêté n° 419 du 26 juillet 1933, portant par erreur promulgation du décret du 10 mai 1933 ;

Vu l'arrêté n° 126 du 28 février 1934 déterminant les conditions d'application au Togo du décret du 10 mai 1933, (publié au journal officiel du Togo — page 434) ;

Vu la demande formulée par lettre en date du 19 juin 1942 par le chef du bureau des finances, approuvée le 25 juin 1942 par M. le commissaire de France, tendant à l'ouverture à Lomé d'un dépôt de carburants dans le bâtiment à l'emplacement de l'ancienne « Usine des matières grasses » ;

Vu l'arrêté n° 47 A. P. A. du 20 janvier 1943, ouvrant une enquête de commodo et incommodo à Lomé, pour le classement du dit bâtiment de l'Usine des matières grasses, en dépôt de carburants;

Vu le procès-verbal en date du 21 février 1943, du commissaire-enquêteur, accompagné de son avis motivé;

Vu l'avis du conseil local d'hygiène;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée l'ouverture à Lomé, par le territoire du Togo, d'un dépôt de carburants de 1<sup>re</sup> classe, dans le bâtiment construit à l'emplacement de l'ancienne usine des matières grasses, situé dans le lot n° 6, limité par la rue Victor Hugo, la rue Carenton, la rue de la Poudrière et le lot n° 5.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 26 mai 1943.

P. SALICETI.

## ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

### ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

#### Rappel d'ancienneté

Par décisions ou arrêtés du gouverneur général de l'Afrique occidentale française des :

22 avril 1943 :

Les rappels d'ancienneté pour services militaires sont attribués dans le grade d'administrateur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe des colonies ou des services civils de l'Indochine, aux fonctionnaires dont les noms suivent promus pour compter du 1<sup>er</sup> août 1942 :

NOMS ET PRÉNOMS	R. S. M. POUR SERVIR FRANCHISSEMENT DES ÉCHELONS	R. S. M. SANS AVANTAGE DE SOLDE	ANCIENNETÉ TOTALE AU 1.8.42	OBSERVATIONS
JACQUES BUGAUD . . . . .	1 an 7 mois 22 jours	Néant	1 an 7 mois 22 jours	

N° 1769 F. — Par arrêté du gouverneur général de l'A. O. F. en date du :

11 mai 1943. — Il est attribué à M. Brinon Jean, vétérinaire-adjoint de 3<sup>e</sup> classe du service de l'élevage et des industries annexes, un rappel d'ancienneté de 11 mois 20 jours, correspondant au temps de service militaire légal actif effectivement accompli.

### ACTES DU POUVOIR LOCAL

#### PERSONNEL INDIGÈNE

##### Maintien en fonctions

Par arrêté n° 303 P. du :

25 mai 1943. — Le chef mécanicien de 7<sup>e</sup> classe du cadre local indigène des chemins de fer du Togo Vidjakou, atteint par la limite d'âge pour la retraite, est maintenu en fonctions pour une durée d'un an à compter du 2 janvier 1943.

##### Retraite

Par arrêté n° 302 P. du :

24 mai 1943. — Est rapporté l'arrêté n° 46 P. du 20 janvier 1943 suspendant de ses fonctions le commis d'administration de 6<sup>e</sup> classe Pascal Emile.

M. Pascal Emile, commis d'administration de 6<sup>e</sup> classe du cadre local indigène du Togo, est admis à faire valoir ses droits à la retraite pour inaptitude au service.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de sa signature.

#### Révocation

Par arrêté n° 288 P. du :

15 mai 1943. — Le quartier-maître du cadre local indigène des chemins de fer et du wharf du Togo Hounbouké Nouoga est révoqué de son emploi pour compter du 17 mars 1943, pour indiscipline et abandon de poste.

#### Agents auxiliaires

##### Nominations

Par décision n° 352 P. du :

16 mai 1943. — Sont engagés en qualité de moniteurs auxiliaires de l'enseignement (échelle II, échelon 1) les nommés :

Ajavon André, Teko Togo Agbo.

Reclassement

**RECTIFICATIF** au tableau annexé à la décision n° 258 P. du 3 avril 1943 portant reclassement du personnel auxiliaire des cercles, bureaux et services du territoire du Togo.

NOM ET PRÉNOMS	SITUATION ANCIENNE				SITUATION NOUVELLE au premier Janvier 1943			
	Appellation	Salaire mensuel	DATE de nomination ou de la dernière augmentation de salaire	Ancienneté au 1 <sup>er</sup> Janvier 1943	APPELLATION	Echelle	Echelon	Ancienneté
<i>Au lieu de :</i>								
Ecough Benoit	Agent auxiliaire	275	1/7/42	6 mois	Dactylographe	2	4	6 mois
<i>Lire :</i>								
Ecough Benoit	Agent auxiliaire	275	1/7/42	6 mois	Aide-dactylographe	1	7	6 mois

Agents journaliersReclassement

Par décision n° 370 P. du :  
25 mai 1943. — L'ancien agent auxiliaire Sissoko Mamadou, gardien de l'aérodrome de Lomé, est, par application de l'article 27 du règlement intérieur en date du 10 mars 1943, reclassé agent journalier au salaire de 17 francs par jour, pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1943.

Gardes frontièresTitularisation

Par arrêté n° 301 P. du :  
24 mai 1943. — Les gardes-frontières stagiaires du cadre local du Togo ci-après désignés, qui ont accompli au 1<sup>er</sup> mai 1943 leur période de stage réglementaire, sont titularisés dans leur emploi et nommés

gardes-frontières de 5<sup>e</sup> classe pour compter de cette date :

Avogan Samuel, Fumey Hugo, Vincent Messanvi Francisco, Dovi Afandomi, Zobinou Gabriel, Agbaglo Raphaël.

**DIVERS**Ecole professionnelle

Par décision n° 356 T. P. du :  
20 mai 1943. — L'élève de 1<sup>re</sup> année Djonda Bada-kao Djao est exclu de l'école professionnelle de Sokodé pour inaptitude professionnelle.

Métis

Par décision n° 371 F. du :  
25 mai 1943. — Est accordée pour l'année 1943, pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1943, l'allocation à la jeune métisse indigène ci-après désignée :

CERCLE	NOM de l'enfant	AGE	TAUX journalier	PERSONNE habilitée à prendre le montant des allocations	RÉSIDENCE
Atakpamé	Céline Aouaou	12	3, —	Aouaou	Nuatja

Par application de l'article 6 de l'arrêté du 26 novembre 1934, un certificat de vie doit être joint à chaque état de paiement.

Pendant la période scolaire et à partir de l'âge de 7 ans révolus, le certificat de vie sera remplacé par une attestation du directeur du centre scolaire indiquant que l'ayant droit a fréquenté régulièrement une école de l'enseignement officiel ou privé.

Les allocations susvisées peuvent être supprimées ou réduites suivant décision spéciale si l'enfant est admise dans une école officielle où il existe un internat.

Les allocations sont dues pendant l'année entière, sauf pendant les journées d'absence irrégulière en période scolaire.

Conformément aux dispositions de l'article 7 de l'arrêté du 26 novembre 1934 précité, les allocations sont payées mensuellement sur états collectifs ou individuels comportant émargement des personnes qui ont la charge des métis ou des intéressés eux-mêmes s'ils peuvent signer.

En vertu des dispositions de l'article 8 de l'arrêté du 26 novembre 1934, les allocations aux métis ne sont pas cumulables avec les bourses scolaires.

Ordonnateur-délégué

Par arrêté n° 306 F. du :  
25 mai 1943. — Pendant l'absence de M. Sanson, administrateur des colonies, chef du bureau des finances, M. Lauqué Louis, adjoint principal hors classe des services civils des colonies, adjoint au chef du bureau des finances, est délégué provisoirement dans les fonctions d'ordonnateur-délégué.

Police sanitaire du bétail

Par décision n° 364 P. du :  
24 mai 1943. — Les vaccinateurs-vétérinaires auxiliaires Gnassounou Pierre, Rinkliff Jean et Kouassi Michel sont habilités à constater les infractions suivantes en matière de police sanitaire des animaux : peste bovine, péripneumonie, gale, lymphangite épi-

zootique, affections à trypanosomes et clavelée, dans les conditions prévues par l'arrêté du 30 octobre 1934.

Ils sont également habilités à constater les infractions prévues par l'arrêté du 26 juillet 1937 sur la circulation du bétail.

Les agents désignés ci-dessus prêteront serment devant le tribunal de première instance de Lomé.

### Rôles

Par arrêté n° 293 C. D. du :

19 mai 1943. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles supplémentaires, exercice 1942, dont les détails suivent, s'élevant à la somme de CINQUANTE CINQ MILLE SEPT CENT CINQUANTE SEPT FRANCS VINGT CENTIMES.

N <sup>os</sup> DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
<b>Exercice 1942</b>				
314	Palimé	Impôt personnel (taxe fixe) . . . . .	500,—	580,—
		Rachat des prestations . . . . .	80,—	
315	Atakpanié	Impôt personnel sur indigènes catég. sup. . . . .	1.670,—	2.055,—
		Rachat des prestations . . . . .	385,—	
316	—	Impôt sur la population flottante . . . . .	100,—	44,—
317	—	Contribution foncière sur immeubles bâtis . . . . .	44,—	
318	—	Patentes . . . . .	2.200,—	60,—
319	—	Taxe sur armes perfectionnées . . . . .	60,—	
320	—	Taxe sur armes non perfectionnées . . . . .	1.096,—	615,—
321	—	Taxe sur les véhicules . . . . .	615,—	
322	—	Taxe sur les chiens . . . . .	120,—	6.290,—
323	Lomé-Ville (Com. M.)	Impôt foncier sur immeubles non bâtis . . . . .	2.003,10	
		Centimes additionnels . . . . .	100,10	2.296,10
		Taxe d'ordures . . . . .	192,90	
324	Lama-Kara	Impôt sur la population flottante . . . . .	1.440,—	100,—
325	—	Patentes . . . . .	100,—	
326	—	Taxe sur les véhicules . . . . .	135,—	1.675,—
327	Anécho	Impôt personnel sur indigènes catég. sup. . . . .	640,—	
		Rachat des prestations . . . . .	135,—	775,—
328	—	Rachat des prestations en nature . . . . .	25,—	
329	—	Impôt personnel sur indigènes catégorie ordinaire . . . . .	31.726,—	1.243,70
330	—	Patentes . . . . .	1.243,70	
331	—	Licences . . . . .	25,—	1.185,—
332	—	Taxe sur les véhicules . . . . .	1.185,—	
333	—	Taxe sur armes non perfectionnées . . . . .	1.071,—	36.050,70
334	Lomé-Ville (Com. M.)	Impôt personnel sur indigènes catég. ord. . . . .	232,—	
		Centimes additionnels . . . . .	11,60	32,—
		Rachat des prestations . . . . .	32,—	
335	—	Taxe sur armes perfectionnées . . . . .	40,—	42,—
		Centimes additionnels . . . . .	2,—	
336	—	Taxe sur les véhicules . . . . .	360,—	16,80
		Centimes additionnels . . . . .	16,80	
337	—	Taxe sur les chiens . . . . .	120,—	6,—
		Centimes additionnels . . . . .	6,—	
338	Lomé-Subdivision	Impôt personnel (taxe fixe) . . . . .	500,—	80,—
		Rachat des prestations . . . . .	80,—	
339	—	Impôt personnel sur indigènes catég. sup. . . . .	140,—	25,—
		Rachat des prestations . . . . .	25,—	
340	—	Taxe sur armes non perfectionnées . . . . .	1.008,—	1.753,—
341	Tsévié	Impôt personnel sur indigènes catég. sup. . . . .	160,—	
		Rachat des prestations . . . . .	40,—	200,—
342	—	Patentes . . . . .	400,—	
343	—	Licences . . . . .	500,—	40,—
344	—	Taxe sur armes perfectionnées . . . . .	40,—	
345	—	Taxe sur armes non perfectionnées . . . . .	4.136,—	296,—
345 <sup>bis</sup>	—	Taxe sur armes non perfectionnées . . . . .	296,—	
346	—	Taxe sur les bicyclettes . . . . .	555,—	165,—
347	—	Taxe sur les bicyclettes . . . . .	165,—	
<b>TOTAL</b> . . . . .				55.757,20

La date de mise en recouvrement de ces rôles est fixée au 18 mai 1943.

**Sociétés indigènes de prévoyance**

Par arrêté n° 287 A. E. du :

15 mai 1943. — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle supplémentaire 1942 des cotisations de la société indigène de prévoyance de Tsévié, arrêté à la somme de Trois mille trente six francs (3.036 frs.).

Par arrêté n° 295 A. E. du :

19 mai 1943. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles primitifs 1943 des cotisations des sociétés indigènes de prévoyance dont le détail suit :

*Lomé* : Cent deux mille six cent trente francs (102.630 francs).

*Tsévié* : Quatre-vingt mille six cent quatre-vingt cinq francs (80.685 francs).

*Anécho* : Trois cent cinq mille quatre cent sept francs cinquante centimes (305.407 frs., 50).

*Atakpamé* : Deux cent vingt huit mille quarante huit francs (228.048 francs).

*Palimé* : Cent vingt huit mille deux cent cinq francs (128.205 francs).

*Sokodé* : Cent huit mille six cents francs (108.600 francs).

*Lama-Kara* : Deux cent sept mille trente francs (207.030 francs).

*Bassari* : Soixante et onze mille sept cent quarante francs (71.740 francs).

*Mango* : Cent quatre-vingt six mille deux cent quinze francs (186.215 francs).

**Véhicules automobiles**

Par décision n° 351 T. P. du :

15 mai 1943. — Les véhicules légers ci-après désignés, appartenant au territoire, reçoivent les affectations suivantes :

Touriste T.T. 1249 à essence :	mairie de Lomé.
Touriste T.T. 800 à essence	{ santé Lomé.
Ambulance T.T. 1085 à essence	
Camionnette T.T. 1173 à essence	{ cercle de Lomé.
Camionnette T.T. 1087 gazogène	
Camionnette T.T. 1296 gazogène :	T. P. Sud.
Camionnette T.T. 1170 à essence	{ cercle d'Anécho.
Camionnette T.T. 1088 gazogène	
Camionnette T.T. 1167 à essence :	subdivision de Palimé.

Touriste T.T. 1086 à essence :	cercle du Centre.
Camionnette T.T. 1171 à essence	{ subdivision d'A-
Camionnette T.T. 1136 gazogène	
Camionnette T.T. 745 à essence :	takpamé.
	travaux publics Nord.

Camionnette T.T. 769 à essence	{ cercle de Sokodé.
Camionnette T.T. 1099 à essence	
Camionnette T.T. 1138 gazogène :	subdivision de Bassari.
Camionnette T.T. 941 à essence :	subdivision de Lama-Kara.

Camionnette T.T. 1172 à essence	{ cercle de Mango.
Camionnette T.T. 1127 gazogène	
Camionnette T.T. 1326 à essence	{ trypanosomiase.
Camionnette T.T. 1327 à essence	
Camionnette T.T. 1141 gazogène :	trypanosomiase Pagouda.

Les véhicules affectés à Lomé sont remisés au garage administratif et gérés dans les conditions de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté 56 T. P. du 26 janvier 1943.

**PARTIE NON OFFICIELLE****AVIS ET COMMUNICATIONS****Avis de Concours****Commis d'administration du cadre local du Togo**

Un concours pour sept places de commis d'administration aura lieu à Lomé les 6 et 7 septembre 1943.

Les candidats devront satisfaire aux conditions prévues par l'arrêté n° 161 en date du 24 mars 1934 réglant le statut du personnel civil des cadres locaux indigènes du Togo (articles 3 et 4, 1<sup>o</sup>) et adresser le dossier réglementaire au plus tard le 20 août 1943.

La liste définitive des candidats admis à subir les épreuves sera arrêtée le 23 août 1943.

Le programme du concours est le suivant :

**Écrit :**

(Moyenne générale minimum 12/20)	coefficient
1 <sup>o</sup> — Rédaction sur un sujet d'ordre général 2 heures . . . . .	3
2 <sup>o</sup> — Organisation administrative et judiciaire du territoire du Togo : 1 h. 1/2 . . . . .	2
3 <sup>o</sup> — Histoire et géographie du Togo : 2 questions 1 heure chacune . . . . .	1
4 <sup>o</sup> — Épreuve dactylographique (éliminatoire si la note est inférieure à 12/20) : . . . . .	2
5 <sup>o</sup> — Mathématiques (épreuve facultative) (n'entreront en ligne de compte que les notes supérieures à 12/20) 1 heure 30 . . . . .	1

**Oral :**

(Moyenne générale minimum 12/20)	
Organisation administrative et judiciaire du territoire du Togo . . . . .	1
Histoire et géographie du Togo . . . . .	1

**DOMAINES****Avis de demande d'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo**

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, à moins du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

Suivant réquisition, n° 1252, déposée le douze mai 1943 le sieur Paul Dossou, profession d'employé de commerce, demeurant et domicilié à Palimé (subdivision de Palimé, cercle du centre, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire, majeur, non interdit, jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène optant pour la législation française, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble, non bâti, consistant en un terrain de forme rectangulaire, d'une contenance totale de trois ares vingt centiares, situé à Palimé, subdivision de Palimé et borné au nord par Armatoe, à l'est par la rue de Misahohe, au sud par Seddoh et à l'ouest par le même Seddoh.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Le conservateur de la propriété foncière,  
J. SERANT.

---

**NECROLOGIE**

Le Gouverneur des Colonies, Commissaire de France au Togo a le regret de faire part du décès de M. AKOUËTÉ COSMAS, commis principal des P. T. T. du cadre local du Togo, survenu à Atakpamé le 23 mai 1943.

---

Etude de M<sup>e</sup> Jean-Louis BOURJAC, avocat défenseur à Cotonou (Dahomey)

---

**Avis de Perte**

---

La copie du titre foncier numéro 344 de Lomé est perdue.

*Pour avis et première insertion conformément à l'article 99 du décret du 24 juillet 1906.*

---